

PAS DE SUSHI L'ETAT GEIGER.

2

Revue anarchiste antinucléaire d'après Fukushima.



Caen, Novembre 2011 — Contribution Libre
(Coût indicatif de revient 1,10€).
Pasdesushi@voila.fr

EDITO :

Alors qu'à Fukushima le corium fait son trou en silence, le nucléaire fait la une des médias nationaux. Non pas sur le camp de Valognes, mais sur les tractations entre Europe Ecologie et le PS, qui nous montrent une nouvelle fois le peu de perspectives de l'électoratisme pour une sortie – même éloignée – du nucléaire. C'est dans cet environnement que le camp de Valognes doit nous permettre de donner une réalité à la lutte antinucléaire. Si l'objet du camp est d'agir contre les transports de déchets nucléaires, il doit aussi devenir un lieu de débat collectif et de réflexion. A partir de là, contribuer à faire émerger de nouvelles perspectives de lutte contre le nucléaire, mais aussi sur la société qui le produit.

PAS DE SOUSHIS, L'ETAT GEIGER !

Cette revue est publiée au moment même où, de nouveau, les Etats nucléaristes disent qu'il n'y a plus rien à voir, plus rien à contester, qu'il n'y a pas d'au-delà du nucléaire.

En regroupant des textes parus récemment, ici ou là, ou des textes que nous avons écrits; nous avons envie de partager et de faire circuler des informations et analyses sur les raffinements de la société nucléaire.

Il ne faut donc pas s'attendre à trouver des textes homogènes mais ils ont, malgré tout, tous en commun la contestation du nucléaire, du monde qui va avec, et de ses faux critiques.

Ils ont en commun également la volonté d'en finir avec le nucléaire, autant qu'on puisse en finir puisque les nucléocrates nous ont légués leurs merdes radioactives pour des millénaires.

C'est pourquoi il nous semblait important de revenir sur les luttes et actions antinucléaires d'hier et aujourd'hui afin de peut-être dessiner quelques perspectives ■

Pas de sushi



L'ETAT GEIGER !

Cette revue est en contribution libre. Ca veut dire que tu mets ou pas ce que tu veux ou peux pour aider ceux celles qui ont du mettre des sous pour la tirer à rentrer dans leurs frais.

Coût indicatif de revient 1,10€.

Le Corium de Fukushima :

description et données

L'article de Pierre Fetet, publié dans « Au Japon ; Communauté : Fukushima blogs », d'août 2011, a le mérite de commencer à présenter, de façon abordable, la question occultée du corium, au coeur, c'est le cas de le dire, des phénomènes aléatoires et imprévisibles qu'a généré la fusion des cœurs de réacteur à Fukushima. Même en ne partageant pas les positions limitées de l'auteur sur la nécessité de moratoires sur les centrales, l'article est utile pour cerner ce que cachent les interventions des pompiers pyromanes du nucléaire.

Pour obtenir ce texte, écrire à petervener@free.fr

Corium : c'est le mot tabou de Tepco. Pourquoi l'entreprise responsable de la plus grande catastrophe nucléaire au monde n'en parle jamais ? Tout simplement parce que c'est la matière la plus dangereuse jamais créée par l'homme, une sorte de magma incontrôlable et ingérable, aux conséquences incommensurables.

Etant donné que beaucoup d'informations contradictoires circulent sur cette matière rare et mal connue, cet article va essayer de faire le point des connaissances actuelles.

On ne communique pas beaucoup sur le sujet dans le milieu du nucléaire, sauf entre experts. En effet, c'est la bête noire du monde de l'atome, car cette matière n'existe qu'en cas d'accident grave. Three Mile Island en 1979, Tchernobyl en 1986 et Fukushima en 2011 ont produit chacun leur corium. Si l'on connaît aujourd'hui les coriums des deux premiers accidents cités, on ne sait pas grand-chose de celui de Fukushima, car il faudra attendre des années avant que celui-ci ne se refroidisse et que l'on puisse l'approcher. Pour autant, on peut essayer d'évaluer sa nature, son action et ses conséquences. [...]

1. Définition du corium

Le corium est un magma résultant de la fusion des éléments du cœur d'un réacteur nucléaire. Il est constitué du combustible nucléaire (uranium et plutonium), du gainage des éléments combustibles (alliage de zirconium) et des divers éléments du cœur avec lesquels il rentre en contact (barres, tuyauteries, supports, etc.).

Le terme corium est un néologisme formé de core (en anglais, pour le cœur d'un réacteur nucléaire), suivi du suffixe ium présent dans le nom de nombreux éléments radioactifs : uranium, plutonium,

neptunium, américium, etc.

2. Matière de tous les extrêmes

Le corium est la matière des six extrêmes : il est extrêmement puissant, extrêmement toxique, extrêmement radioactif, extrêmement chaud, extrêmement dense et extrêmement corrosif.

Extrêmement puissant

Le combustible fondu est le constituant principal du corium. Or ce combustible est formé à l'origine d'assemblages de crayons contenant des pastilles. Dans le réacteur 1 de Fukushima, le cœur était composé de 400 assemblages constitués de 63 crayons de combustibles chacun. Les réacteurs 2 et 3 étaient quant à eux composés, chacun, de 548 assemblages, constitués eux-mêmes de 63 crayons de combustible. Sachant qu'un crayon contient environ 360 pastilles, on peut en déduire que dans les trois réacteurs concernés, il y a plus de 33 millions de pastilles en jeu. Et comme chaque pastille est supposée délivrer autant d'énergie qu'une tonne de charbon, on comprend pourquoi le corium développe une chaleur énorme en totale autonomie.

Extrêmement toxique

Le corium contient un nombre important d'éléments en fusion, interagissant entre eux sans cesse et produisant des gaz et des aérosols. C'est la toxicité de ces émanations qui est problématique, car les particules émises sont extrêmement fines, invisibles à l'œil nu et, en suspension dans l'air, peuvent se déplacer avec les vents jusqu'à faire le tour de la Terre.

Toutefois, plus on s'éloigne de la source, plus ces particules et ces gaz sont dilués dans l'atmosphère et présentent moins de danger. C'est donc le Japon en premier lieu qui est victime des effets de toxicité des éléments diffusés. Néanmoins, si la concentration de particules

**Des informations
sur la catastrophe
de Fukushima et
ses suites :**

**[http://
fukushima.over-
blog.fr/](http://fukushima.over-blog.fr/)**

(1) « Le sort qui est réservé habituellement aux travailleurs du nucléaire devient en définitive le sort de la population mondiale, car il faut bien comprendre que la dispersion des radioéléments n'enlève rien à leur action, leur concentration diminue mais leur rayon d'action s'étend en conséquence et, au final, le nombre de maladies engendrées par les accidents nucléaires majeurs reste le même, il est juste réparti différemment. » <http://www.gen4.fr/blog/2011/07/les-infos-de-fukushima->

(2) « Tchernobyl, la catastrophe à petit feu », L'Express, 6 décembre 2004. <http://www.dissident-media.org/infonucleaire/sarcophage2.html>

(3) La dernière feuille de route est décrite ici : <http://news.lucaswhitefieldhixson.com/2011/07/japan-and-tepco-revises-roadmap-to.html>

diminue avec la distance, au final le bilan en maladies reste le même, mais réparties différemment (1).

Exemple d'élément toxique : l'uranium. C'est un toxique chimique pour le rein, mais il peut aussi toucher les poumons, les os et le foie. Il a aussi des effets sur le système nerveux, comparables à ceux d'autres poisons métalliques comme le mercure, le cadmium ou le plomb. L'uranium peut enfin augmenter la perméabilité cutanée et avoir des effets génétiques.

Extrêmement radioactif

Le corium émet tellement de radioactivité que personne ne peut s'en approcher sans décéder dans les secondes qui suivent. Il avoisine 28 téra becquerels par kg, soit, pour un corium de 50 tonnes, plus de 1 million de téra becquerels (un becquerel correspond à une désintégration par seconde, 1 million de TBq correspond à 1018 désintégrations par seconde).

Comme le corium est critique, ou localement critique, c'est-à-dire qu'il présente des réactions de fission nucléaire, rien n'est modélisable et tout peut arriver. Ce que l'on sait, c'est qu'au fur et à mesure que les éléments lourds se regroupent, la masse critique augmente et donc la réaction ainsi que la température. Par effet de coefficient de température négatif, la réaction tend à diminuer et donc aussi la température. Il s'établit ainsi un cycle d'augmentation et de réduction du volume de ce noyau très actif, la période de ce cycle dépendant de la masse, de la densité, de la forme et de la composition du corium. Cet effet de « respiration » du corium est sans doute à mettre en corrélation à Fukushima avec les mesures changeantes de pression, de température et de radioactivité données par Tepco au fil des mois suivant la catastrophe.

Extrêmement chaud

Areva, par la voix de François Bouteille, explique que le corium a une température de 2500 °C. Mais en fait, selon son environnement, il peut monter encore de 400 °C car la température de fusion de l'oxyde d'uranium est de l'ordre de 2900 °C. En fait, sa température varie entre 2500 et 3200 °C.

Pour comparaison, la température de la lave d'un volcan se situe entre 700 et 1200 °C. Cette chaleur importante, produite par la désintégration des produits de fission, peut faire fondre la plupart

des matériaux qu'il rencontre, comme l'acier ou le béton. C'est pour cela qu'il est incontrôlable, car personne ne peut l'approcher et il détruit tout sur son passage. Une autre source de chaleur est l'oxydation des métaux par réactions chimiques à chaud avec l'oxygène atmosphérique ou la vapeur d'eau.

Les chercheurs ont du mal à étudier le corium et les essais qu'ils effectuent sont loin de la réalité puisqu'ils travaillent sur des magmas n'ayant souvent pas la même composition, avec des températures plus faibles (souvent de 500 à 2000 °C) et des masses 50 à 500 fois moins importantes que celles des cœurs de Fukushima.

Toutefois, parmi une multitude de paramètres étudiés, ils déterminent que la cuve en acier d'un réacteur recevant un bain de corium en son fond devient fragile à partir de 1000 °C.

A Tchernobyl, il a fallu 6 à 7 mois pour obtenir un « arrêt à froid » de la masse de corium. Mais 18 ans après l'accident, en 2004, on mesurait encore une température de 36 °C à proximité du combustible fondu (2). A Fukushima, la dernière feuille de route de Tepco (3) en juillet, tout comme l'analyse de l'IRSN, annonce un arrêt à froid des réacteurs pour janvier 2012 : l'entreprise en effet ne communique que sur les réacteurs, pas sur le corium. Et pour cause, il faudra probablement quelques dizaines d'années avant un refroidissement de celui-ci.

Il faut donc voir l'expression arrêt à froid comme une façade de communication minimisant la catastrophe.

Extrêmement dense

Le corium a une densité de l'ordre de 20, c'est-à-dire environ trois fois plus importante que l'acier. Concrètement, cela signifie que 1 m³ de corium pèse 20 tonnes (contre 1 tonne pour 1 m³ d'eau). Le volume des différents coriums est estimé par Jansson-Guilcher de 1 à 1,5 m³ (20 à 30 tonnes) pour le réacteur 1 et de 3 à 4 m³ (60 à 70 tonnes) pour les réacteurs 2 et 3. On peut ainsi mieux imaginer ce qu'une telle masse peut produire comme pression sur une très faible surface. Mais s'il s'avère que l'ensemble du corium puisse se conglo mérer, par exemple en cas de l'effondrement d'un fond de cuve, les masses en jeu sont évidemment plus importantes et l'attaque du béton ou du sol est d'autant plus renforcée.

Extrêmement corrosif

Le corium est capable de traverser la coque en acier d'une cuve et la dalle de béton qui la supporte. La cuve principale (RPV : Reactor Pressure Vessel) fait 16 à 17 cm d'épaisseur. La cuve secondaire dite de confinement (Drywell ou PCV : Pressure Containment Vessel) est beaucoup plus mince, de l'ordre de 2 à 6 cm, mais doublée d'un bouclier de béton. Enfin, la dalle de béton de base, appelée aussi radier, devrait avoir en théorie une épaisseur de 8 m. Toutes ces protections peuvent être traversées par le corium par corrosion (se reporter aux paragraphes 7 et 8).

3. Quand le corium de Fukushima s'est-il formé ?

La panne du système de refroidissement de la centrale de Fukushima Daiichi a eu lieu le 11 mars 2011, mais on ne sait pas encore exactement la ou les causes (tremblement de terre, tsunami, et possible erreur humaine pour le réacteur 1). Quoi qu'il en soit, après deux mois de dissimulations, Tepco a finalement reconnu que les cœurs des réacteurs 1, 2 et 3 avaient fondu. Le réacteur 1 n'a plus été refroidi durant 14 h et 9 min, le 2 durant 6 h et 29 min et le 3 durant 6 h et 43 min.

4. Combien de tonnes de combustible ont fondu ?

D'après les données connues des combustibles des réacteurs de Fukushima Daiichi, on connaît les masses de combustible des trois coriums : corium 1 : 69 tonnes ; corium 2 : 94 tonnes ; corium 3 : 94 tonnes ; soit une masse totale de combustible en fusion de 257 tonnes.

Pour comparaison, le corium de Three Mile Island avait une masse d'environ 20 tonnes et celui de Tchernobyl de 50 à 80 tonnes. A Fukushima, les coriums ont donc une masse jamais égalée, ce qui explique entre autres les difficultés que rencontrent les experts pour modéliser l'accident. Quant au corium 3, il faut préciser que celui-ci contient du plutonium issu du combustible MOX. Ce dernier étant constitué de plutonium à 6,25%, et le cœur du réacteur 3 contenant 32 assemblages sur les 548 présents, on peut évaluer à au moins 300 kg la masse de plutonium issu du MOX contenue dans le corium 3, sans compter le plutonium provenant du combustible usé contenu dans les 516 autres assemblages (4).

A ces données, il faut ajouter les tonnes de matériaux divers qui structurent les cœurs et qui peuvent avoir été emportés dans la masse en fusion, ce qui représente quelques tonnes supplémentaires. Pour autant,

l'expérience montre qu'une partie du corium reste dans les cuves percées s'il est suffisamment refroidi. Cela dépend en fait de l'état des cuves. Si le corium est passé par une ouverture minime de la cuve, une partie peut être restée attachée aux parois subsistantes. En revanche, si le cœur a fondu entièrement, le fond de cuve peut s'ouvrir complètement et dans ce cas, le corium résiduel est extrêmement faible.

5. Aspect et composition du corium

Le corium ressemble à de la lave en fusion, avec une consistance pâteuse, entre liquide et solide. Quand il rencontre une masse froide, ou quand il se refroidit avec le temps, une croûte peut se former, limitant ainsi les échanges de température. La croûte peut exister en surface, refroidie par exemple par de l'eau. Elle peut aussi être verticale, contre les parois d'une cuve en béton.

Mais à Fukushima, le corium est actif, ainsi aucune possibilité de refroidissement n'est envisageable ou attendue pour l'instant. Si croûte il y a, elle doit être bien mince.

Les éléments constituant le corium n'ayant pas la même masse, ils migrent selon leur densité, les plus lourds (métaux) se retrouvant au fond et les plus légers (oxydes) en surface. Mais si la chaleur est trop intense, la production de gaz est importante et tout est brassé.

Dans ce cas, les éléments les plus lourds ont tendance à se rassembler au centre.

Le corium est composé d'un certain nombre de métaux en fusion provenant de la fonte des différents éléments du cœur. Le zirconium, provenant des gaines de combustible, est le plus observé car il réagit avec l'eau en produisant du dioxyde de zirconium et de l'hydrogène.

D'autres métaux se retrouvent dans cette « soupe », formant une couche dense contenant des métaux de transition tels que le ruthénium, le technétium ou le palladium, de l'indium, du cadmium, du zircaloy, du fer, du chrome, du nickel, du manganèse, de l'argent, des produits de fission métalliques, et du tellure de zirconium.

La couche superficielle se compose principalement à l'origine de dioxyde de zirconium et de dioxyde d'uranium, éventuellement avec de l'oxyde de fer et des oxydes de bore, puis elle finit par concentrer également des oxydes de strontium, de baryum, de lanthane, d'antimoine, d'étain, de niobium et de molybdène.

6. Progression du corium

Si l'on se réfère à une étude réalisée par l'Oak Ridge National Laboratory qui évoque une simulation d'accident de ce type dans un réacteur à eau bouillante similaire à ceux de Fukushima Daiichi, on sait qu'il

(4) On peut toutefois se poser la question de la pertinence de l'information de 32 assemblages de MOX. D'après un article d'Andréa Fradin, un responsable d'Areva aurait déclaré que le cœur du réacteur 3 était chargé de 30 % de MOX, ce qui change complètement la donne. Je reviendrai sur ce sujet dans un autre article.

(5) Cette vitesse de 1,20 m/h est en totale discordance avec Areva qui annonce un percement du béton par le corium avec une progression de moins de 1 m/j. Il est vrai qu'il existe différents types de béton, présentant plus ou moins de densité et de résistance. La quantité de corium doit jouer aussi beaucoup. La différence peut s'expliquer également en fonction du moment d'attaque : la phase d'érosion rapide du radier en béton dure environ une heure et progresse sur environ un mètre de profondeur, puis ralentit à plusieurs centimètres par heure, et s'arrête complètement si le corium refroidit au-dessous de la température de décomposition du béton (environ 1100 °C).

(6) Cf. « Révélations sur la crise de Fukushima Daiichi », Courrier international, 18 mai 2011.

suffit de 5 h pour que le cœur ne soit plus recouvert d'eau, 6 h pour que le cœur commence à fondre, 6 h 30 min pour que le cœur s'effondre, 7 h pour que le fond de la cuve lâche, et 14 h pour que le corium traverse une couche de 8 m de béton avec une progression de 1,20 m/h (5).

On peut donc raisonnablement supposer que la cuve du réacteur 1 de Fukushima Daiichi a été traversée par le corium dès le soir du 11 mars et que cette pâte incandescente est passée sous la dalle dès le 12 mars 2011.

Quant aux coriums des réacteurs 2 et 3, on sait qu'en 6 h, ils ont eu le temps de se former et de fragiliser le fond de cuve, voire de la percer, en particulier pour le 3 (panne de 6 h et 43 min). Des éléments de preuves, provenant de sources internes à Tepco, mais non encore officialisées, indiquent que les réacteurs 2 et 3 ont bel et bien fondu, le numéro 3 s'étant même effondré dans sa cuve (6).

D'après Jansson-Guilcher, intervenant qualifié dans le forum technique de Radioprotection Cirkus, « une cavité a été ajoutée sous le réacteur. En fait, le sous-bassement n'est pas plein. Pour limiter les répercussions sismiques, les Japonais ont allégé la dalle pour constituer un corps creux, sensé être plus résistant aux séismes qu'une dalle pleine ». Cette cavité pourrait faire communiquer les 4 réacteurs de Fukushima Daiichi par des tunnels de dépressurisation. Si cette information est confirmée, le corium n'a pas à traverser 8 m de béton, mais beaucoup moins, ce qui facilite sa progression verticale vers le sol géologique, d'autant plus qu'à Fukushima, il n'a rien été prévu pour permettre son étalement.

Dans le cas d'une descente du corium dans le sol, deux scénarios sont possibles. Soit celui-ci se rassemble au même endroit, et dans ce cas, il forme un puits d'environ 0,80 m de diamètre et descend à la verticale ; sa vitesse de progression est inconnue, mais doit être assez rapide comparée à la vitesse dans du béton. Soit il se disperse dans diverses directions, profitant de structures de sols moins dures ou s'infiltrant dans des failles rocheuses. Dans ce deuxième cas, il perdrait de sa puissance en se divisant en de multiples tentacules.

Avec une température de 2500 à 3000 °C, il semble impossible qu'il reste coincé quelque part. Pourtant, d'après d'autres contributeurs dans d'autres forums et sites, le corium pourrait ne pas avoir traversé la dalle de béton le séparant du sol. L'explication serait que la masse de corium arrivée sur le radier serait trop faible pour engendrer une criticité. Mais là,

personne n'est encore allé voir, donc tout n'est que suppositions.

Il y aurait pourtant des façons simples pour connaître à la fois l'avancée du corium et ses caractéristiques physico-chimiques, à commencer par une spectrographie et une spectroscopie aérienne ou satellitaire. On a aussi la possibilité de faire des relevés utilisant plusieurs gammes de fréquences comme l'infrarouge. Bien qu'il soit probable que les Japonais ont ces renseignements, 5 mois après la catastrophe, rien n'est communiqué à ce sujet.

7. Que se passe-t-il quand le corium rencontre du béton ?

Au contact du corium, le béton se vitrifie puis se décompose et ce, de plus en plus vite au fur et à mesure de l'augmentation de la masse qui s'accumule au même endroit. Un béton siliceux a un point de fusion à 1300 °C. Un corium à 2800 °C le transforme ainsi en divers gaz et aérosols : chaux vive (CaO), silice (SiO₂), eau et gaz carbonique, mais aussi monoxyde de carbone et hydrogène qui peut être produit en de grandes quantités à cette occasion. La chaux vive, à l'état solide, réagit habituellement avec l'eau en produisant de la chaleur et de la chaux éteinte (Ca(OH)₂). Il est probable que des phases de condensation de la chaux entretiennent ainsi la chaleur du corium. Du tellure est aussi relâché au fur et à mesure de la décomposition du tellure de zirconium. Tous ces produits, entre autres, se mélangent donc et interagissent continuellement, alimentant l'énergie du magma.

L'interaction corium-béton comme celui du bouclier inférieur de Fukushima Daiichi produit une fulgurite au point d'attaque, c'est-à-dire que le béton se vitrifie et forme un tube dont la structure cristalline est proche de celle des céramiques et se désolidarise du reste de la masse de béton car sa structure moléculaire est différente. Ensuite cette fulgurite, d'un diamètre de quelques centimètres à quelques dizaines de cm selon la masse de corium, peut servir de conduit pour le reste de la masse en fusion. La structure moléculaire des fulgurites procure à celles-ci une faible conductivité thermique et, de ce fait, le reste de la masse de béton ne peut pas ou plus agir comme dissipateur thermique.

8. Que se passe-t-il quand le corium rencontre du métal ?

Il y a peu de métaux qui résistent à des températures de 2500 à 3000 °C. De plus, ces métaux sont rares et ne possèdent pas les propriétés mécaniques de l'acier.

C'est pourquoi les cuves des réacteurs sont toujours fabriquées en acier. Tout va bien si la température est maîtrisée. Mais en cas

de panne du système de refroidissement, la cuve peut subir de graves dommages causés par la montée de la température et de la pression.

Le point de fusion du fer étant à 1538 °C, on peut comprendre pourquoi une cuve ne résiste pas longtemps à un corium puissant comme celui de Fukushima.

Par ailleurs, dans une atmosphère inerte, l'alliage argentindium-cadmium provenant des barres de contrôle produit du cadmium. En présence d'eau, l'indium forme les instables oxydes d'indium et hydroxyde d'indium qui s'évaporent et forment un aérosol. L'oxydation de l'indium est inhibée par une atmosphère riche en hydrogène. Le césium et l'iode des produits de fission volatiles réagissent pour produire l'iodure de césium, qui se condense aussi sous forme d'aérosols. Le bain de corium est donc un milieu multiconstituant et multiphasique (liquide, solide, gaz) dont la composition et les propriétés physiques évoluent constamment au cours de ses interactions avec les éléments de son environnement.

9. Que se passe-t-il quand le corium rencontre de l'eau ?

L'eau est « craquée » à partir de 850 °C par thermolyse, ce qui signifie qu'elle subit, à cause de la chaleur, une réaction de décomposition chimique en deux éléments : l'oxygène et l'hydrogène. Dans le même temps, l'eau subit une radiolyse, qui est le craquage de la molécule d'eau par la forte radioactivité, en donnant des radicaux libres d'hydrogène et d'hydroxyde.

Dans les deux cas, en expérimentation, on constate autour du corium la formation d'une bulle de gaz formée d'hydrogène, d'oxygène et de vapeur, plus ou moins importante suivant la quantité de corium, son activité et sa température. De ce fait, l'eau n'est jamais vraiment en contact avec la masse en fusion. La radiolyse et la thermolyse participent à la perte d'énergie du corium sur le long terme mais pas à un refroidissement à proprement parler, sauf à partir du moment où le corium a perdu son état de criticité.

10. Que veulent dire les termes meltdown, melt-through et melt-out ?

On rencontre parfois ces mots dans les articles concernant la fonte des coeurs de réacteurs nucléaires. Ce sont des mots anglais qui n'ont pas d'équivalents en français.

Melt-down (ou meltdown) est un terme général faisant référence à la fusion d'un coeur de réacteur nucléaire à la suite d'un grave accident nucléaire. Lors de cet événement, les barres de combustible fondent et s'effondrent

sur elles-mêmes. Si le refroidissement n'est pas rétabli suffisamment tôt, elles se retrouvent dans le fond de la cuve sous la forme d'un corium.

Le melt-through est la suite logique du meltdown. Suite à la fusion du coeur d'un réacteur nucléaire et du percement de la cuve, le melt-through de la cuve du réacteur peut prendre de quelques dizaines de minutes à plusieurs heures, le corium peut poursuivre son avancée en traversant le fond de l'enceinte de confinement.

S'il n'est pas étalé, refroidi ou piégé dans une cavité prévue à cet effet, il arrive finalement à perforer la dalle de béton de base du réacteur.

Le melt-out correspond à la phase finale de cet accident majeur. Le combustible fuit à l'extérieur des différentes barrières de confinement des réacteurs, soit la cuve du RPV et l'ampoule du Drywell : il atteint le sol géologique, continue sa descente plus ou moins rapidement selon la nature du terrain et diffuse une forte radioactivité dans l'environnement. Il est probable que l'on doive ce nouveau mot à Hiroaki Koide, de l'université de Kyoto, car l'expression semble apparaître pour la première fois dans un article rapportant ses propos. Ce phénomène est aussi connu sous le nom de syndrome chinois, en référence à des travaux évoqués pour la première fois par le physicien Ralph Lapp en 1971 (7), mais surtout à un film catastrophe sorti quelques jours avant l'accident de Three Mile Island. A ce propos, il est peu probable que le corium puisse rejoindre le magma, et de toute manière impossible qu'il puisse dépasser le noyau terrestre.

11. Possibilité de contenir le corium

Comme le souligne la synthèse R&D relative aux accidents graves dans les réacteurs à eau pressurisée : « Bilan et perspectives » (2006, IRSN-CEA), « il n'est pas possible, sur la base des résultats des essais réalisés [...], de conclure actuellement quant à la possibilité de stabilisation et de refroidissement d'un bain de corium en cours d'ICB [interaction corium-béton] par injection d'eau en partie supérieure. Les progrès dans ce domaine sont malaisés du fait des difficultés technologiques (effets de taille, ancrage de croûte, représentativité du mode de chauffage...) auxquelles se heurte la réalisation d'essais en matériaux réels à une échelle suffisamment grande. » Donc, pour ce qui concerne le corium, l'arrosage des réacteurs de Fukushima est bien une mesure de pis-aller. En fait, l'eau apportée n'est pas destinée à refroidir l'ensemble du coeur initial mais à maintenir en place le corium résiduel. Celui-ci, dont la masse réduite n'engendre plus de criticité, peut en effet être refroidi.

(7) « Thoughts on nuclear plumbing », The New York Times, Ralph E. Lapp, 12 décembre 1971.

(8) « Fukushima :
11500 tonnes d'eau
radioactive à la mer
», Le Figaro,
5 avril 2011.

Le pire des cas serait un corium qui s'engouffrerait ou s'enfermerait dans le béton ou le sol, ce qui non seulement offrirait la meilleure forme possible pour conserver son intégrité, augmenterait le nombre de neutrons récupérés, mais en plus, la masse deviendrait, de facto, inaccessible, ce qui le rendrait impossible à refroidir. C'est ce cas de figure qui semble se produire actuellement à Fukushima pour au moins l'un des réacteurs (le 1). D'où l'idée de construire une enceinte souterraine qui limiterait la dissémination de la radioactivité dans le sol. Mais Tepco, entreprise privée exsangue, ne paraît pas être pressée de protéger l'environnement car ce projet, s'il était soumis aux actionnaires, ne serait sans doute pas accepté car trop coûteux.

Lors de l'accident de Tchernobyl, les Soviétiques n'avaient pas hésité à construire une dalle de béton sous le réacteur pour empêcher la descente du corium.

Pourquoi les Japonais n'ont pas fait la même chose ? Peut-être à cause du coût, peut-être à cause de la présence de l'eau, peut-être parce que c'était trop tard ?

12. Dangers du corium

Les dangers du corium sont nombreux et vont s'inscrire malheureusement dans la durée. D'où l'absence de communication de Tepco sur le sujet...

Le premier danger est la formation d'hydrogène.

On connaît bien le danger de ce gaz qui a provoqué les explosions dans bâtiments des 4 premiers réacteurs au cours des premiers jours de la catastrophe. C'est ainsi que l'hydrogène, l'élément le plus simple et le plus abondant de l'univers, est aussi le gaz le plus redouté dans l'industrie nucléaire. Or le corium, une fois constitué, continue à en fabriquer. On a vu plus haut comment : en craquant l'eau par thermolyse et par radiolyse, mais aussi lors de la vaporisation du béton. C'est pourquoi Tepco injecte régulièrement de l'azote dans les réacteurs, afin d'atténuer les effets explosifs de l'hydrogène en présence d'oxygène. Une nouvelle explosion pourrait être catastrophique, car les bâtiments ont déjà beaucoup souffert, en particulier le 4 dont la structure est devenue instable, et les piscines de combustible usé sont perchées à plus de 20 m de hauteur. Ce serait donc véritablement un désastre si l'une d'elles venait à lâcher.

Le deuxième danger est précisément la faculté qu'a le corium de fragiliser le béton. Dans le cas où il y a meltthrough, le corium le traverse sans problème, mais son action va avoir une conséquence sur la solidité des fondations : lors du refroidissement de la fulgurite, il se produit un changement de phase qui a la particularité de produire une forte augmentation de volume ; ainsi, les

parois de béton en contact, mais désolidarisées mécaniquement des fulgurites, sont détruites par effet de compression. On peut donc s'attendre, avec le refroidissement du bouclier inférieur dans les mois à venir, à une destruction d'éléments massifs de la structure en béton de soutènement, ce qui pourrait avoir plusieurs effets négatifs : fragilisation des bâtiments réacteurs et apparition de failles supplémentaires où l'eau hautement radioactive utilisée continuellement pour le refroidissement pourrait s'échapper dans l'environnement, accentuant la pollution.

Un troisième danger a longtemps été évoqué dans les premières semaines de la catastrophe : la possibilité d'une explosion de vapeur. Le corium, dans sa descente souterraine, pourrait rencontrer une masse d'eau qui, sous la chaleur du magma, la transformerait immédiatement en vapeur qui, avec la pression engendrée, provoquerait une énorme explosion si l'eau n'est pas dans un milieu ouvert. C'est ce que redoutaient déjà les soviétiques à Tchernobyl ; pour éviter ce grave danger, ils avaient vidé la piscine de suppression de pression avant que le corium ne l'atteigne. A Fukushima, on peut se demander si le même scénario ne s'est pas produit car, le 4 avril, Tepco a commencé à vider 11500 tonnes d'eau. Le porte-parole du gouvernement, Yukio Edano, annonçait à l'occasion : « Nous n'avons pas d'autre choix que de rejeter cette eau contaminée dans l'océan comme mesure de sécurité. » (8) Quant au porte-parole de Tepco, il pleurait en annonçant la nouvelle. Pleurait-il parce qu'il déversait de l'eau faiblement radioactive dans la mer ou parce qu'il savait que le corium allait définitivement être perdu ? Dans cette hypothèse, le corium (de quel réacteur ?) aurait mis plus de trois semaines pour atteindre les sous-sols de la centrale.

Quant à la possibilité de rencontrer brutalement une masse d'eau naturelle, cela est peu probable. En effet, une nappe phréatique n'est pas un lac souterrain, mais une masse d'eau répartie dans le sol entre les éléments le constituant. Si le corium traverse cette nappe, il ne rencontrera pas suffisamment d'eau à la fois pour provoquer une explosion. Cela provoquera en revanche des jets de vapeur, voire des geysers, qui pourront apparaître n'importe où à la surface, passant dans les failles et les interstices du sol. Et cela constitue le quatrième danger, celui de la contamination de l'environnement.

L'eau, au contact du corium, se charge d'uranium, de plutonium, de cobalt, de césium, etc., à des niveaux extrêmement élevés et se trouve donc fortement contaminée.

Si elle parvient à sortir de terre, la pollution se propagera dans l'atmosphère sous forme de vapeurs, de gaz ou d'aérosols radioactifs. Si la vapeur se condense dans le sol, elle polluera irrémédiablement le sol, et les radionucléides rejoindront inévitablement la nappe phréatique.

Un autre grand danger, le cinquième, est celui que le corium rencontre la nappe aquifère en relation avec la mer. Après tout, les réacteurs ne sont situés qu'à 200 m du rivage, et les sous-sols des bâtiments réacteurs sont clairement en dessous du niveau de la mer, comme cela apparaît dans un plan du METI (Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie). Donc, si un corium a réellement traversé le radier, il s'est probablement trouvé en contact avec un niveau géologique en relation avec l'océan, car la centrale est construite sur des roches sédimentaires de type grès, assez perméable à l'eau car souvent fracturé. Or, une contamination continue de la mer durant des dizaines d'années pourrait créer des dommages considérables pour l'ensemble du littoral oriental de l'archipel.

On a aussi également beaucoup parlé dans les forums d'un risque d'explosion nucléaire, hypothèse qui a été reprise dans quelques articles. Le terme d'explosion nucléaire avait déjà été employé de manière incorrecte dans les médias pour des explosions d'hydrogène. En fait, dans une centrale nucléaire, une explosion n'est pas forcément nucléaire. En revanche, une explosion d'hydrogène dans une centrale nucléaire rejette de la radioactivité dans l'environnement. Même s'il reste de grandes interrogations sur la nature des explosions de l'unité 3, il ne faut pas faire d'amalgame.

En octobre 1999, un accident de criticité a eu lieu au Japon à Tokai-Mura : lors d'une phase de mélange de composants, le dépassement de la masse critique d'uranium enrichi avait déclenché un « début d'explosion atomique » (9). Pour autant, les défenseurs de l'énergie nucléaire ont toujours affirmé qu'une centrale nucléaire ne pouvait pas exploser comme une bombe atomique. Il y a du vrai et du faux. Une explosion nucléaire implique un emballement de la réaction en chaîne. Or cet emballement peut être plus ou moins important. Quand il est important, c'est que le combustible est très pur et très enrichi. On ne rencontre ça que dans une bombe. Dans une centrale nucléaire en fonctionnement normal, le combustible peut être sujet à un emballement suite à une erreur de manipulation ou une panne du système de refroidissement, mais il ne donnera jamais une explosion atomique du type

bombe thermonucléaire car l'environnement, les taux et la nature des combustibles ne le permettent pas.

En revanche, cet emballement, même minime, peut conduire à une explosion nucléaire, sixième danger, mais à des niveaux d'énergie comparable à celle des explosions conventionnelles, c'est-à-dire des millions de fois plus petite qu'une explosion nucléaire militaire (10).

En outre, il reste encore une grande inconnue, c'est le comportement des différents coriums engendrés par la catastrophe du 11 mars. Ils ont chacun des masses et des compositions différentes, selon ce qu'il y avait au départ dans chaque réacteur et ce qu'ils ont « mangé » sur leur passage. La modélisation de l'activité de coriums d'une aussi grande masse n'a jamais été réalisée, et l'accident de Fukushima devient une « expérience », sauf que cette expérience se fait et se fera dans un milieu non confiné aux dépens de la population japonaise au premier chef, mais aussi de la population mondiale puisqu'elle est partie pour durer des dizaines d'années.

L'idée défendue par le milieu nucléaire de se servir du retour d'expérience de Fukushima pour réaménager le parc nucléaire mondial existant est donc un leurre puisque l'on ne connaîtra réellement ce qui s'est passé que dans des décennies. D'où l'utilité de réclamer en urgence un moratoire sur l'emploi de l'énergie nucléaire, au moins pour les centrales les plus vieilles, afin de ne plus prendre le risque d'une telle catastrophe. •

(9) « Tokai-Mura. 1999 : un accident de criticité au Japon », La radioactivité.com

(10) « Une centrale nucléaire peut-elle exploser comme une bombe nucléaire ? » En France, il existe un laboratoire spécialement conçu pour étudier le corium : le Laboratoire d'études du corium et du transfert des radioéléments (LETR, anciennement LEPF). Celui-ci fait partie du Service d'études et de modélisation de l'incendie, du corium et du confinement (SEMIC) de la Direction de prévention des accidents majeurs (DPAM). Situé sur le centre de recherches de Cadarache, dans sud-est de la France, il est dirigé par Didier Vola. L'étude du corium en fusion est donc en lui-même un domaine de recherche ; des programmes d'essais sont organisés : MASCA (thermochimie du corium), FOREVER, ou VULCANO (écoulement du corium), LHF (perçement de la cuve), QUENCH (renoyage du corium), ainsi que tous les tests portant sur le refroidissement du corium hors cuve.



Le 02 novembre dernier, l'opérateur TEPCO révélait que le réacteur fondu n°2 était soumis à une reprise de *criticité*, c'est-à-dire que des réactions en chaîne continuaient de s'y produire. Contrairement à ce que veulent nous faire croire les autorités la catastrophe est toujours en cours et absolument hors contrôle. Cet article extrait comme le précédent de Fukushima over blog fait le point sur la situation. Toute l'horreur qui s'y déploie ne doit pas nous laisser démunis mais nous inciter à réagir et à construire une opposition tangible au monde dans lequel ils nous condamnent à vivre ■

Fissions nucléaires à la centrale de Fukushima

Jeudi 3 novembre 2011.



Mauvaises nouvelles. Selon les informations données le 2 novembre lors d'une conférence de presse par Tepco, opérateur de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, le combustible fondu du réacteur 2 est sujet à une reprise de criticité. Ce qui signifie concrètement que des réactions en chaîne et des fissions nucléaires ont eu lieu récemment. Habituellement, dans une centrale nucléaire en bon état, tout ceci est sous contrôle. Mais là, il faut arrêter de parler de « réacteurs accidentés » car on ne maîtrise plus rien. En effet, il n'y a plus de réacteur digne de ce nom dans les unités 1, 2 et 3. Ils ne seront jamais réparés. Chaque cuve a été percée par un cœur fondu, qui a créé cette chose que l'on doit désormais appeler par son nom, un corium.

(1) L'injection d'eau boratée a duré pendant une heure (02h48-03h47). TEPCO a déclaré avoir mis 480 kg de pentaborate de sodium (NaB_5O_8) dans le liquide de refroidissement.

Tepco vient donc d'annoncer que du xénon a été détecté dans l'unité 2. Les deux éléments Xe-133 et Xe-135 révèlent des réactions en chaîne très récentes, car ces gaz rares sont des marqueurs d'une fission nucléaire de l'uranium et leur période radioactive est très courte (9 h pour Xe-135 et 5 jours pour Xe-

135). Pour essayer d'arrêter ce phénomène, Tepco a injecté de l'eau boratée dans le réacteur (1), ce qui selon plusieurs sources, n'est pas forcément la meilleure solution : à Tchernobyl, quand une reprise de criticité a lieu, les équipes responsables du corium utilisent du nitrate de gadolinium, produit qui semble

plus indiqué.

L'absence de repérage de bouffée de rayonnements et la non augmentation de la température ou de la pression pourraient s'expliquer par des réactions en chaîne non pas dans la centrale mais dans son sous-sol, ce qui correspondrait à un scénario de melting-out, c'est-à-dire de sortie totale du corium des différentes enceintes de confinement, radier compris. Seul les gaz produits par la reprise de criticité seraient ainsi détectables en surface.

Certains commentateurs ont voulu voir dans une image de la webcam TBS des trous dans le mur sud du bâtiment réacteur 2, ce qui aurait pu indiquer qu'une explosion avait eu lieu. En fait, la caméra est située à plusieurs kilomètres du site et il s'agit probablement de la silhouette d'un arbre. On distingue très nettement en comparant des prises de vue d'août et de novembre qu'un défrichement forestier a eu lieu au sud-ouest du site, ce qui laisse voir une plus grande partie du bâtiment n°2. De plus, l'image diffusée par Euronews est sans équivoque : les murs n'ont souffert d'aucun dommage.

Il est toutefois légitime de s'inquiéter, car une réaction nucléaire non contrôlée pourrait rapidement tourner au désastre, une explosion de vapeur étant toujours possible dans le cas d'un réchauffement brusque du corium dans un endroit confiné. C'est bien parce que des explosions – de vapeur ou d'hydrogène – sont toujours à craindre dans la centrale que les médias se sont emparés de cette information qui a fait rapidement la une de nombreux sites d'information. Car oui, nous sommes dans le même état d'incertitude sur l'avenir de

cette centrale, et cette information a ravivé les craintes et les angoisses de mars 2011.

Toutefois, il faut relativiser un tant soit peu cette nouvelle, car Tepco connaissait cette information depuis longtemps, et ceux qui suivent la catastrophe de près ne sont pas vraiment étonnés de la nouvelle. Les faisceaux de neutrons observés à 13 reprises au mois de mars indiquaient déjà des reprises de criticité, sauf que les coriums à cette époque se situaient probablement à un niveau plus élevé. En effet, à chaque fois que la réaction se développe, la chaleur produite peut brasser le mélange, réactiver le processus de corrosion et ainsi faire descendre le corium un peu plus dans le sol.

Selon Shinichi Saoshiro, correspondant pour l'agence Reuters, les ingénieurs de Tepco supposent que des débris de corium ont pris des formes granulaires de 1,5 à 5 cm de diamètre. Ces grains de matière fissile mélangés à l'eau de refroidissement pourraient constituer une géométrie favorable à une réaction en chaîne temporaire. Pourtant, jusqu'à présent, ces mêmes responsables avaient affirmés que le corium avait une forme ovale avec une croûte refroidie. Mais Tepco n'en est pas à sa première contradiction... Toujours est-il que les spécialistes nucléaires en sont toujours à faire des hypothèses, sans savoir réellement ce qui se passe.

Une chose est sûre, il va falloir revoir la définition d'« arrêt à froid » d'un réacteur. La température seule ne peut plus servir de référence unique. Il faudra désormais y associer un état définitif de sous-criticité qui interdit toute reprise de réaction en chaîne.



<http://fukushima.over-blog.fr>

Mortelle randonnée



À Fukushima, le nucléaire vient encore de montrer de quoi il est capable, en matière de meurtre en gros et en détail. Bon nombre d'irradiés, en première ligne les liquidateurs, risquent déjà, aujourd'hui et dans le proche avenir, de crever de façon plus ou moins rapide et peu enviable. Sans parler des maladies et des malformations, mortelles ou non, qui apparaîtront plus tard, dans la région et au-delà des frontières du pays d'Hiroshima. Les mesures d'urgence prises pour tenter de différer, voire d'éviter, des conflagrations encore plus monstrueuses dans la centrale n'y changent rien, d'autant qu'elles portent en elles la mort et la désolation, en dispersant les sources de radioactivité, dans le sol, dans l'air et dans la mer, pour des centaines, parfois pour des milliers d'années.

Pourtant, la page sombre n'est pas prête d'être tournée, pas plus qu'au lendemain de Tchernobyl. En annonçant que «la France ne renoncera pas au programme électronucléaire», Sarkozy réaffirme ce que d'autres adorateurs de l'atome défendirent avant lui, dans des circonstances analogues. Tel Rosen, pont de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), chargé de la sécurité sanitaire, qui osa affirmer en 1987 : «Même s'il y avait un accident de ce type tous les ans, je considérerais le nucléaire comme l'une des sources intéressantes d'énergie.» Profonde vérité ! L'énergie, c'est l'or en barre du capital : sans en produire et en distribuer, il ne saurait exister. Et le nucléaire en est la corne d'abondance présumée. Il n'est donc pas question d'arrêter la course à l'abîme mais, même au prix des pires ravages et de l'instauration de mesures de militarisation, de l'accélérer. D'où la décision, qui n'est pas limitée à la France, d'allonger de

plusieurs décennies la durée de vie des centrales. D'où la construction de l'EPR et d'autres monstres nucléaires et thermonucléaires, comme ITER, nullement inoffensifs comme leurs promoteurs l'affirment, dont le gigantisme exclut la mise en œuvre dans le cadre de l'État nation. Supervisés par des institutions supranationales, comme l'AIEA, ils sont financés par des sociétés et des États qui mobilisent des chercheurs de toutes les nationalités. La même AIEA, en collaboration avec les nucléocrates en blouse blanche de l'OMS, prétend surveiller l'évolution de la filière nucléaire, au Japon et ailleurs. La main qui contrôle est aussi celle qui assassine.

Pas question non plus de renoncer à la force nucléaire, moyen de destruction sans égal dans l'histoire. Elle est trop utile aux États qui la monopolisent. Par l'effroi de la solution finale par l'atome qu'elle inspire, elle leur permet de tenir en laisse leurs administrés respectifs, en jouant le rôle de protectrices face au danger qu'elles contribuent à créer. Elles ont commencé à mettre à la ferraille les missiles et les bombes dépassées de l'époque de la Guerre froide, mais elles n'ont pas hésité à arroser des régions entières à l'uranium appauvri, dès la première guerre du Golfe, en Iraq. Et elles effectuent des essais plus sophistiqués en laboratoire, comme sur le nouveau site du Barp, près de Bordeaux. Là, on tente de créer des armes de moindre puissance, mieux adaptées aux opérations de terreur diversifiées qui caractérisent les guerres «préventives» actuelles.

Avec Fukushima, la «transparence» est à l'ordre du jour et sanctionne la fin de la gestion du nucléaire, sur le mode exclusif de l'obéissance militaire et de la censure. L'État prend le pouls de la prétendue «société civile» et fait mine de l'associer au diagnostic, car, depuis Tchernobyl, il ne peut plus lui mentir comme avant. Bien que la prise de conscience des risques soit encore plus ou moins refoulée, il préfère les minimiser plutôt que les nier en bloc. Les superlatifs sont désormais de mise dans la présentation médiatisée des crises nucléaires, mais le règne de l'omerta n'est pas terminé. Le mensonge par omission passe d'autant mieux qu'on y associe quelques vérités. Ainsi, la catastrophe en cours est présentée comme une tornade imprévue dans le

ciel, paraît-il plutôt serein depuis vingt ans, de la société nucléarisée, alors qu'elle en constitue le paroxysme. Lorsque les médias et les chefs d'État versent des larmes de crocodile sur les sacrifiés de Fukushima, ils escamotent par la même occasion les cadavres et les estropiés à vie qui se comptent par dizaines de millions, victimes des retombées civiles et militaires de l'atome, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

S'ils soulèvent le coin du voile, c'est donc pour mieux faire avaler l'essentiel, histoire de calmer les irradiés potentiels et de maintenir l'ordre. La catastrophe de Fukushima est officiellement reconnue comme telle mais, simultanément, à Tokyo, les retombées n'auraient pas d'incidence notable sur les habitants ! Le Premier ministre leur demande de ne pas bouger, de vaquer à leurs occupations et d'attendre les prochaines directives ! Belle banalisation de la catastrophe ! L'objectif est double : reconnaître, parmi les conséquences sanitaires des radiations, celles qui apparaissent le plus vite dans la zone la plus contaminée, ce qui amène la population à accepter les autres ; associer la même population à leur gestion au nom de la coresponsabilité du risque. Ainsi, en focalisant l'attention sur l'iode radioactif et la prise de capsules d'iode neutre qui peut, parfois, en empêcher la fixation sur la thyroïde, l'État fait passer à la trappe le cocktail d'éléments radioactifs rejetés par les réacteurs en déroute. Car, face à eux, l'institution médicale est impuissante. L'OMS ne reconnaît pas l'origine nucléaire des maladies les plus différées et les plus diffuses qui en découlent depuis Tchernobyl. Quant aux plus irradiés, l'armée les trie, les parque dans des camps autour des zones mortelles de Fukushima, avec interdiction d'en sortir, sous prétexte de les soigner. En réalité, pour les étudier à titre de cobayes. Magnifique laboratoire en plein air pour les adeptes de la médecine de catastrophe ! Comme à Tchernobyl.

Face au désastre, les partis et des lobbies écologistes européens ressortent leurs propositions de réformes introuvables, tel le misérable réseau Sortir du nucléaire qui n'a rien trouvé de mieux, dans son communiqué du 15 mars 2011, que de propo-

ser «la fermeture immédiate des seize réacteurs français les plus âgés» et la «planification de la sortie du nucléaire» pour les autres, associées à la mise en place «ambitieuse de l'éolien», créant des «centaines de milliers d'emplois», l'ensemble prenant comme modèle la cogestion à l'allemande de la merde radioactive, dans laquelle les Grünen jouent le rôle de conseillers de Merkel. La question du nucléaire militaire est, elle, passée sous silence. De tels cadavres politiques, dans des conditions où le capital ne réforme plus mais innove, participent à la poursuite du nucléaire car ils jouent le rôle de liquidateurs préventifs de tentatives d'opposition effectives. Leurs propos fumeux restent sur le terrain qu'ils contestent à genoux : au problème social posé par le nucléaire, ils opposent, en véritables technocrates, des solutions techniciennes, contribuant à perpétuer la domination qu'ils prétendent rejeter.

Plus que jamais, l'arrêt du nucléaire n'est pas négociable. À moins d'accepter d'être exposé pour longtemps à des radiations, à des accidents, à des catastrophes au cours desquelles apparaît de façon paroxystique la fonction première de l'État : assurer la sécurité et la survie de la société par la négation de la liberté et de la vie des individus. La militarisation des populations indignées, atterrées, confinées, déportées, condamnées à crever et la neutralisation des rétifs, y compris par la fusillade, prévues par les plans d'urgence nucléaire, en France et ailleurs, en sont la preuve. Certes, jusqu'à aujourd'hui, la masse de nos contemporains préfère souvent ne pas y penser. Car le nucléaire est intégré à leur vie de tous les jours comme dispensateur d'énergie, particulièrement en France, chose sans laquelle ils ne peuvent, en règle générale, imaginer vivre. Certes, la création d'oppositions de masse radicales au monde nucléarisé ne dépend pas que de poignées d'irréductibles. Pourtant, il est impossible de rester les bras croisés face à ce qui existe déjà et à ce qui est en train d'advenir, avec la complicité des partis et des lobbies écologistes. À moins d'oublier en quoi consiste la liberté humaine.

Julius93 - Le 19 mars 2011.



La routine du désastre

Mars 2011



Les nouvelles de la catastrophe de la centrale atomique de Fukushima au Japon tournent en boucle. Face à un désastre sans précédent, les médias commentent en direct les nouvelles du nucléaire qui a l'air de n'en faire qu'à sa tête.

Les infos fusent, c'est un véritable bombardement, mais rien ne perce.

Non, aucun enseignement ne sera tiré. Une telle catastrophe ne pourrait pas arriver ici. Les journalistes, les experts et les politiciens discutent séisme et tsunami, s'accordant sur le caractère exceptionnel de la situation de cette île lointaine. Ces raclures en profitent même pour vendre la fameuse fiabilité des installations françaises qui seraient les plus sûres du monde. Sans jamais rappeler que n'importe quelle erreur humaine peut produire le même résultat partout. Sans jamais préciser que n'importe où en France, nous habitons toujours à moins de 100km d'une installation nucléaire. Ils se garderont bien de préciser que derrière la catastrophe, c'est un quadrillage et une gestion militaires qui s'instaurent. En plus d'être contaminé, chacun sera en permanence contrôlé, testé, mesuré, surveillé, et déplacé dans des zones où toute liberté, initiative individuelle, et parcelle d'autonomie, auront disparu sous le règne kaki.

Leur propagande préfère faire croire que ces opérations désespérées d'acheminement d'eau, de sable, que leurs mesures martiales de confinement et leurs pauvres distributions de pastilles d'iode ont pour but notre santé. Pourtant si c'était vrai, un petit nombre de pays ne la mettraient pas en péril permanent en s'engageant dans la voie du nucléaire. Derrière cette monstruosité se cachent d'énormes intérêts économiques et stratégiques. Depuis le début, nucléaires civil et militaire sont complètement imbriqués, et l'histoire du développement de cette technologie est entièrement liée à un jeu mortifère entre puissants.

La routine du désastre est déjà présente, à travers la multiplication quotidienne de ce que ces autruches du nucléaire qualifient par euphémisme d'« incidents ». Ils nous promettent par exemple maintenant de vérifier l'état actuel des 58 réacteurs du territoire français, mais ne disent

bien sûr rien des problèmes insolubles posés par les déchets radioactifs qui dorment sous nos pieds dans près de 1000 sites, ni des nombreux cancers et leucémies que subissent celles et ceux qui vivent aux abords des installations nucléaires. Sans compter toutes les barbouzeries au Niger et au Gabon, où Areva exploite la main d'œuvre locale en la condamnant à une mort lente en même temps que toutes celles et ceux qui habitent près des mines d'uranium.

Le pouvoir fait comme si tout cela était inéluctable, essayant tant bien que mal d'éviter le pire, mais surtout sans jamais interroger ce qui a été et qui reste encore un choix.

En vrai, on pourrait tout de suite se passer du nucléaire et du monde qui le produit. Les écologistes et autres ONG à la sauce verte ne parlent que d'une pseudo « sortie » du nucléaire d'ici 20 ou 30 ans, pour ne pas froisser leurs soutiens étatiques et leurs potentiels électeurs. En véritables sauveteurs du capitalisme, ils espèrent occuper un rôle de contre-experts pour être associés à sa gestion actuelle.

Que d'images spectaculaires de la centrale en feu, que de mises en scène de « sauvetages » épiques, que d'angoissants nuages radioactifs doit-on gober sans réagir ! Que de débats stériles entre politiciens sur les différentes alternatives pour répondre aux appétits dévorants du développement industriel, que de prétendus discours raisonnables pour des mesurètes qui ne remettent rien en cause ! Autant de mascarades pour recouvrir d'un voile opaque l'aberration du nucléaire. Il est grand temps de briser la vitrine qu'il représente et de mettre fin à toute cette merde. Derrière l'horreur de cette catastrophe sans précédent dont on a pas fini de compter les morts, c'est l'acceptation à un niveau mondial du nucléaire qui se joue.

L'Etat tient le rôle du pompier pyromane. Il est celui qui a mis en place tout ce merdier et qui fait maintenant mine d'être le protecteur, le seul à pouvoir assurer la sécurité des populations.

Jamais le monde tel-qu'il-est-et-qu'il-ne-faut-surtout-pas-renverser n'avait trouvé de meilleur garant. Un possible figé qui, à part connaître l'empoisonnement et la militarisation de cette planète, verra à peu près toujours les mêmes en haut et les autres en bas, les mêmes qui « savent » et les autres qui suivent.

Ce qu'ils craignent réellement, ce n'est pas le désastre en cours et à venir, ce ne sont pas non plus les appels de leurs sbires citoyennistes à une « meilleure » gestion de l'existant, tous parlent encore la même langue du mal nécessaire.

Ce qu'ils ont par contre à redouter ce sont des luttes contre le nucléaire et le monde qui va avec.

Parce qu'ils nous voudraient tous cobayes résignés et désarmés. Parce que la liberté commence par le sabotage de ce monde qui nous détruit.

Ni cobayes ni moutons,
19 mars 2011

LE MEILLEUR DES MONDES NUCLEAIRE

Fessenheim - Le 04 juillet dernier l'ASN, autorité de sûreté nucléaire a estimé que le plus vieux réacteur de France, le N° 1 de Fessenheim, en service depuis 77, était apte à être exploité dix années supplémentaires.

Au moment même où les stress-test issus de Fukushima battent leur plein, l'Etat le plus nucléarisé du monde envoie un message clair : pas de frein sur le nucléaire.

Depuis de nombreuses années, la centrale accumule de nombreux incidents et défauts de sécurité. Elle reste gravée dans la mémoire collective pour son refroidissement aux jets d'eau lors de la canicule de 2003.

L'arrêt de cette centrale aurait pu être l'os que le Parti Socialiste aurait donné à ronger à ses alliés écologistes. Ses nombreuses avaries la rendant économiquement peu rentable...

Pérou - En juillet dernier, un conflit violent a opposé, dans la région de Puno, au sud du pays, aux abords du lac Titicaca, les paysans quechuas et aymaras au gouvernement péruvien dirigé par Alan Garcia.

Le gouvernement, en fin de mandat, avait cédé des concessions minières à une compagnie canadienne, expropriant ainsi de leurs exploitations agricoles les populations indiennes qui vivaient sur ces terres depuis des siècles.

Les compagnies minières ont dans leur viseur des gisements d'or, de cuivre, de zinc, mais également d'uranium.

L'exploitation des mines d'uranium est un enjeu stratégique et économique majeur qui oppose de par le monde les principales compagnies liées au nucléaire et les Etats qui les soutiennent.

Et comme pour le Niger à Arlit, exploité par AREVA, ce sont les autochtones qui paient au prix fort la note.

En juillet les morts et les blessés s'accumulent suite aux piquets de blocages économiques et à la grève organisés par les indiens. Les indiens Aymaras organisent alors pendant 42 jours un blocus de la frontière bolivienne. Tandis qu'une grève de 48 heures organisée par la communauté Azangaro paralyse en partie Juliaca, principale ville de la région. Les affrontements les plus violents ont lieu lorsque les grévistes tentent de pénétrer et de bloquer l'aéroport de Juliaca. Les forces de l'ordre ont alors tiré à balles réelles et lancé des lacrymogènes. Bilan 5 morts et de nombreux blessés. Les dégâts sont évalués par les autorités autour de 2 millions de dollars.

Devant la grève, la perturbation des flux de marchandises et du tourisme, et la tournure des événements, le gouvernement péruvien de Garcia décide alors de faire machine arrière.

Europe - Début novembre l'AIEA révèle, après 15 jours de silence, une augmentation des taux d'iode 131 (substance radioactive) dans l'environnement en Slovénie et Croatie. Peu disert comme à son habitude, l'AIEA montre sa capacité à retenir l'information lorsqu'elle pourrait remettre en cause le meilleur des mondes nucléaire au-

quel elle aspire.

Les informations de l'AIEA sont en effet tout d'abord floues, non localisables. Pourtant seuls deux sites peuvent alors être concernés : la centrale nucléaire de Krško en Slovénie et celle de Park en Hongrie. La première qui a déjà eu quelques fuites radioactives en 2008 sur un de ses circuits de refroidissement semble pouvoir être celle où ce serait produit « l'incident » puisqu'on trouve également des traces de Césium 137 et 134, qui sont propres à cette centrale.

Mais des traces sont également retrouvées en Pologne, ce qui relancerait la piste d'un retour de criticité sur Tchernobyl, du plus mauvais effet au moment où l'on tente de nous faire gober que tout est sous contrôle à Fukushima. Et la Suède confirme cette hausse. En tout ce sont plus de 10 pays qui sont concernés si l'on ajoute l'Allemagne, l'Autriche, la République Tchèque, la Hongrie, l'Ukraine, la Slovaquie, la France.

Et tous ces pays ont en commun de se rejeter la balle. Ça ne vient pas de chez eux. Circulez, il n'y a rien à voir... jusqu'au 17 novembre où l'AIEA annonce avoir trouvé l'origine du mystère dans un laboratoire médical de Budapest qui aurait fuit. Mais l'information laisse les responsables du laboratoires perplexes. Peut-elle à elle seule expliquer l'étendue de la contamination ?

Belgique - Il n'y a pas que les intérimaires du nucléaire qui morflent lors d'incidents nucléaires. Parfois ce sont également des contrôleurs. Le 4 octobre dernier, sur le site belge de traitement de déchets de Belgoprocess à Dessel, un inspecteur de l'AIEA accompagné d'un inspecteur d'Euratom et d'un employé de Belgoprocess ont été contaminés par un flacon de Plutonium qu'ils ont laissé tomber au sol.

Le plutonium est extrêmement dangereux lorsqu'il est ingéré ou inhalé, ce qui est le cas ici. Il se fixe alors sur les cellules et peut alors modifier leur ADN et provoquer des cancers.

Les 3 employés contaminés ont été rapidement évacués vers le Centre d'étude de l'énergie nucléaire, tandis que les autorités belges bouclaient la zone contaminée du site.

France - En février dernier le syndicat FO-AREVA-La Hague, révélait que 5 suicides avaient eu lieu en 12 mois sur le site de l'usine de retraitement. Cette vague de suicides trouve peut-être quelques explications dans la réorganisation des conditions de travail dans le nucléaire. C'est en tout cas, ce que semblait avancer certains syndicalistes tandis que l'entreprise cherchait à endiguer un éventuel effet de contagion.

Dernièrement, c'est au terminal de Valognes d'où partent et arrivent les déchets nucléaires français et du monde entier, qu'un salarié a été retrouvé mort après avoir inhalé un gaz qu'il savait mortel.

En tout cas, ces suicides semblent révélateur d'un climat délétère sur place.

RENNES,

20000 PERSONNES CONTRE LE NUCLEAIRE



LE 15 OCTOBRE DERNIER nous étions 20000 dans les rues de Rennes pour exprimer notre détermination à en finir avec le nucléaire.

Bien-sûr, élections approchant, c'était la foire d'empoigne électorale. Mais c'était tout de même rassurant de sentir un peu de monde mobilisé dans les rues rennaises.

Ce qui sautait aux yeux, c'était également la forte mobilisation des collectifs locaux antinucléaires et anti-THT. A leur suite, un cortège « arrêt immédiat » anticapitaliste initié par des organisations anarchistes (FA, OCL, OLS) et des individu-e-s a réuni 1000 à 2000 personnes et titillé les tenants de l'écologie d'Etat et leur sortie différée.

Le long du parcours quelques bombages ont fleuris rappelant aux passants que le nucléaire est toujours présent dans notre quotidien même si les médias ont

choisi de le renvoyer dans les zones grises du silence. A la fin de la manifestation, une assemblée a permis de présenter l'initiative de blocage de train de déchets de Valognes et d'échanger autour du nucléaire.

Si la mobilisation a été importante sur Rennes, elle l'a été beaucoup moins ailleurs. Quelques milliers de personnes au Bugey. Entre 1000 et 2000 à Toulouse et Bordeaux. Quelques centaines ailleurs. On est loin des 60000 personnes en France en 2007, dont 30000 à Rennes.

C'est indéniable, le mouvement antinucléaire français vit un reflux que l'horreur de Fukushima n'a pas réussi à enrayer.

Ce reflux est sans doute dû au manque de perspectives qui semblent se dégager, au ralliement progressif des écologistes d'Etat à la real politik, et à la crise qui a secoué le réseau sortir du nucléaire en 2010.

Si Rennes semble aujourd'hui encore être à la pointe du combat antinucléaire, c'est que les luttes anti-THT y sont encore vivantes. Mais également, que la mobilisation s'est émancipée du réseau sortir du nucléaire, que les divers collectifs ou organisations se sont investies de longue date pour faire de cette journée de mobilisation un succès.

C'est également parce que l'ouest semble depuis quelques années un terrain fertile pour les mobilisations sociales.

SOUS LES THT.

PIQUE NIQUE SOUS HAUTE SURVEILLANCE

Un rendez vous était donné à 11H samedi 5 novembre pour un pique nique militant contre les lignes très haute tension (THT).

Nous nous y sommes rendu-e-s avec nos petits moyens et dans la fraîcheur. Nous sommes donc passés par un dédale de route de campagne dans un paysage bocager, vivant de l'élevage et de l'agriculture intensive. Somme toutes très joli paysage mais très vite ombragé par des véhicules et des uniformes de gendarmes comme s'il en pleuvait. A 5 km avant d'arriver à Cerisy-la salle, (petit village de campagne regroupant quelques centaines de personnes aux alentours) nous tombons nez à nez avec

4 voitures et 3 camions de gendarmerie stationnés en épi sur un petit parking d'église.

Arrivés au bourg de Cerisy la salle, nous sommes aussitôt repart-e-s vers le lieu tenu secret jusqu'au dernier moment car il s'agissait d'une occupation d'une très belle et grande maison vide avec terrain et dépendances (Dommage de laisser ça vide.) appartenant dorénavant à RTE, entreprise de transport électrique, qui rachète les maisons sous les lignes THT et envisage de les louer ou vendre une fois la ligne posée.

Car quand le monstre est arrivé, la contestation s'estompée C'est aussi un coup de la carotte financière de RTE, qui a un très bon budget pour sa ligne en ces

temps de crise. On achète les uns et le bâton pour les autres.

Nous avons donc repris un dédale de petites routes de campagne, en passant notamment par le Pont Brocard (site à voir impérativement au passage) pendant quelques kilomètres et bien escorté par la gendarmerie avec 3 ou 5 véhicules à l'avant, plus des véhicules derrière, plus un hélicoptère avec zoom embarqué, et deux gendarmes en motocross, en treillis pour pouvoir nous suivre dans la campagne.

Avions nous l'intention d'aller à travers champs pour déboulonner des THT?

Nous sommes arrivés vers midi dans la cour de la maison après avoir garé nos véhicules sur un parking d'une autre maison limitrophe. Sur place il y avait une caravane, des crêpes chaudes, du cidre bio et plein de bonnes victuailles du bocage. Une personne du collectif Stop THT, Percy sous tension a pris la parole pour expliquer le sens de l'action en axant son discours sur les dangers des THT et des maisons qui restent vides. Apparemment RTE va racheter environ 200 belles maisons dans la Manche pour désamorcer la contestation anti-nucléaire. Car lorsque l'on désertifie (sacrifie une partie du terroir au tout puissant maître qu'est le nucléaire), on vide la lutte de son contenu local, déjà pas mal morose dans le coin. Bref juste après Monsieur RTE est monté sur le muret de la cour et nous a demandé de quitter solennellement cette propriété privée dans les minutes qui suivent car RTE faisait constater par huis-

sier et accompagné d'imposantes forces de l'ordre (et notamment des messieurs de la DCRI) et allait intenté une action en justice contre la soixantaine de squatteuses le temps d'un pique nique. La stratégie d'intimidation n'a pas fonctionné et nous avons gaiement sorti nos victuailles.

Les discussions allaient bon train sous l'œil attentif de l'Etat policier.

Nous devons voir la projection d'un documentaire sur l'occupation dans les forêts en Catalogne pour enrayer la mise en place d'une THT. Hélas le groupe électrogène n'a jamais voulu démarré et nous avons donc été privé de cinéma. Une personne est intervenue pour décrire brièvement la lutte antinucléaire là-bas, avec l'appui des populations locales. Ensuite une militante d'association des riverains de la ligne THT, qui se bat essentiellement pour faire reconnaître les dangers sanitaires sous les lignes THT, avec indemnisation conséquente du bâti à 100M des lignes THT est intervenue. Et son intervention s'est conclue par : nous devons contacter encore plus de riverains sous les lignes THT pour réclamer en justice leur indemnisation pour leur maison. Bref un discours qui a fait retomber l'envie de débat

Vers 14H30 nous avons replié tout notre matériel et sommes reparti-e-s comme tou-te-s les participant-e-s vers d'autres aventures dans la campagne, non sans que des véhicules soient filés par les flics.

RENNES :

LE BIDON RADIOACTIF ETAIT BIDON.

Mercredi 9 novembre, des automobilistes remarquent, au bord de la rocade, dans le sens Saint-Malo Rennes, à hauteur de la porte de Maurepas, un bidon avec un autocollant prévenant d'un contenu radio-actif. Très vite, policiers et pompiers se rendent sur place. Par précaution, cette partie de la rocade est interdite à la circulation.

Des spécialistes des risques radiologiques vérifient s'ils enregistrent des signes de radio-activité. Les résultats sont négatifs. Le bidon ne contient que du dégraissant inoffensif. Il sera finalement transporté par les services de la voirie dans une déchetterie. « Il a été placé là intentionnellement, estime un policier. S'il était tombé d'un camion, il aurait roulé dans le fossé. » Par qui et pourquoi ? Mystère pour l'instant.— Source : Ouest France.

Dans un communiqué adressé à la rédaction de Ouest-France, le collectif antinucléaire « en route vers Valognes » revendique la pose, hier après-midi sur la rocade nord de Rennes, d'un bidon pseudo-radioactif.

« La perte fortuite d'un fût de déchet en pleine voie est une possibilité assez vraisemblable pour que l'on prenne le soin d'envoyer des experts radiologiques » note le communiqué. Et de préciser : « Il y a des matériaux irradiants qui circulent sur tout le territoire et à peu près chaque jour, en toute discrétion et sans provoquer de panique ».





Des trains radioactifs sur nos lignes !

Le saviez-vous ?

Des trains de matières radioactives (déchets, combustibles et autres) circulent fréquemment sur le réseau ferré de banlieue, RER compris, y compris aux heures de pointe. Régulièrement des trains passent notamment par les gares de Bobigny, du Bourget, de Juvisy et de Villeneuve-Saint-Georges, où ils peuvent stationner jusqu'à onze heures d'affilées... Vous en avez donc peut-être déjà côtoyé un, voire plusieurs...

En effet, l'essentiel des déchets radioactifs produits par les 58 réacteurs nucléaires disséminés sur le territoire français convergent en gare de Valognes (Normandie) pour être retraités à La Hague. Et il n'y a pas que les déchets : le combustible nucléaire lui aussi doit voyager de son lieu de production à sa centrale d'utilisation. Tout cela, au total, ça fait pas mal de transports.

Or 80 % de ces matières radioactives sont transportées par rail, ce qui fait environ **500 trains par an, soit plus d'un par jour en moyenne**. Regardez une carte du réseau ferré et vous comprendrez qu'ils transitent très souvent par la région parisienne.

Un train peut compter entre deux et douze wagons de matières radioactives. Les plus gros wagons sont des « châteaux » (les trains dits « Castor »), facilement reconnaissable. Mais il peut y avoir aussi de simples wagons plats bâchés ou des wagons-citernes. La prochaine fois que vous serez immobilisés près d'un train de marchandises, regardez si le logo signalant la présence d'éléments radioactifs n'y figure pas (généralement en bas du wagon et pas très gros).

Le nucléaire, ce ne sont pas seulement des centrales, des installations militaires et des usines de fabrication de combustible, qui font peser sur nous en permanence la menace d'une catastrophe. Le nucléaire, c'est une production continue de déchets dont on ne sait toujours pas quoi faire, mais qui sillonnent la France par route, par mer et par voie ferrée, multipliant les risques de contamination et d'accident.

La seule façon de ne pas aggraver le problème des déchets, c'est de ne plus en produire.

Pas au courant ?

Normal, personne n'est prévenu du passage de ces trains, pas même les élus – sécurité (des matières nucléaires, pas des voyageurs!!) oblige... Le conseil de Paris lui-même en est réduit à émettre un vœu à ce sujet ! Les cheminots, eux non plus, ne sont pas prévenus, seuls les conducteurs des trains concernés sont au courant.

Pas de risque ? Les parois des wagons arrêtent les rayonnements ionisants, nous dit-on. Oui, mais pas totalement. D'ailleurs, la SNCF recommande à ses agents de ne pas stationner à proximité des wagons concernés. C'est plus prudent en effet : d'après les calculs du laboratoire indépendant CRII-RAD (www.criirad.org), en stationnant une demi-heure à moins d'un mètre d'un Castor, on reçoit la dose maximale considérée comme admissible pour une année (1 millisievert par an). D'ailleurs, les policiers qui escortent les convois vers l'Allemagne (les plus connus car là-bas, ils mobilisent les opposants) portent des dosimètres, mais les conducteurs de ces trains, non !

Le nucléaire, c'est la société du secret et du mensonge, et du mépris de la population : on nous impose des risques énormes sans même daigner nous en informer.

Luttons pour une sortie immédiate, totale et définitive du nucléaire civil et militaire.

Que faire ?

Réagir par tous les moyens, en demandant des comptes aux autorités, à la SNCF notamment, en entrant en contact avec les associations antinucléaires... et en participant aux initiatives de lutte antinucléaire autour de chez vous.

Collectif contre l'ordre atomique
contre-lordre-atomique@riseup.net
Paris,
novembre 2011

4 précisions sur l'appel à bloquer le « train-train » nucléaire à Valognes



1. Un coup d'éclat ne suffira pas.

Après la catastrophe de Fukushima, l'acharnement du lobby nucléariste français l'amène à un déni total de la réalité. Ce lobby est persuadé qu'il est le plus beau et le meilleur, qu'il a une carte magistrale à jouer par rapport à tous les autres pays nucléarisés : il aurait un savoir-faire optimal sur tout ce qui concerne le nucléaire. Au moment où les autres puissances, par réalisme, se sentent contraintes de prendre en compte les risques majeurs et composent avec leurs opinions publiques face aux catastrophes, la France, elle, continue comme si de rien n'était. Malgré une situation qui ne devrait qu'affaiblir l'industrie nucléaire force est de constater que sa puissance et son arrogance ne sont pas sérieusement ébranlées; cette industrie s'étend même davantage. Les perspectives économiques et industrielles d'Areva se jouent pour partie dans la manche : l'EPR et sa ligne THT, le retraitement des déchets, etc. Face à ce gigantisme de l'industrie nucléaire on peut agir directement sur ses rouages. Les trains, qui depuis la Hague disséminent la radioactivité dans toute l'Europe, sont l'occasion de harceler cette industrie comme les allemands le font depuis de nombreuses années. Entendons nous bien, si cette action consiste dans les faits à tenter de bloquer des déchets retournant à l'expéditeur, il ne s'agit pas du tout de militer pour un maintien de ces déchets à La Hague. Chacun comprendra bien que c'est à la machinerie nucléaire dans son ensemble, et notamment à l'impossible gestion des déchets, que nous nous en prenons.

Un seul rassemblement avec l'ambition de bloquer le train castor ne suffira évidemment pas à bloquer pratiquement cette industrie, mais ce moment doit être celui de la construction d'un mouvement dans la durée, localement et internationalement, d'un harcèlement sans relâche de cette industrie.

2. Arrêter l'industrie nucléaire.

Ces trente dernières années, à quelques exceptions près, l'opposition au nucléaire s'en est tenue à une confrontation symbolique, faite de lobbying et d'appels à la démocratie parlementaire. Pour avoir prise, il nous faut rompre avec ses habitudes qui nous ont endormies dans le quotidien nucléarisé. Devenons artisan de l'arrêt du nucléaire. Perturber les chantiers de construction de la ligne THT, perturber le train-train quotidien de déchets radioactifs, c'est contribuer à affaiblir concrètement le développement de l'industrie nucléaire. Les chantiers du Nord Cotentin sont un des

fronts de cette bataille. Il ne tient qu'à nous, en nous organisant, de le rendre visible et effectif. L'affaiblissement et l'arrêt de l'industrie nucléaire ne se jouera pas seulement sur notre capacité à nuire matériellement à ses intérêts. Défaire son arrogance et l'évidence non questionnée de sa présence dans notre quotidien est sans aucun doute ce que nous pouvons atteindre dès maintenant.

3. Premiers pas.

Pratiquement l'objectif du rassemblement du 24 novembre à Valognes est de collectivement se diriger vers les voies et tenter de les occuper. Les lieux précis du rassemblement et du camp ne seront dévoilés que quelques jours avant fin novembre pour amoindrir les pressions policières. Cela ne pourra marcher que si nous sommes plusieurs centaines. Au delà de cette tentative de blocage, c'est la mobilisation déterminée contre le nucléaire qui sera une réussite. Notamment conscients de la difficulté pour beaucoup de se rendre disponible ces 3 jours de semaine, cette mobilisation ne doit pas s'en tenir à une présence à Valognes. Des réunions publiques doivent se tenir partout où c'est possible. Des actions autant de nuisances même symboliques que de soutien au rassemblement de Valognes peuvent s'organiser dès maintenant. Il est aussi possible pour des organisations constituées d'y prendre part en signant l'appel sur le blog du collectif (valognesstopcastor.noblogs.org).

A travers cet appel qui est aussi un processus qui ne fait que commencer, nous espérons y tisser des liens de confiance qui nous permettront de multiplier ces actions de harcèlement. Y faire naître un mouvement d'opposition basé sur un fonctionnement horizontal.

Concrètement, ces trois jours de camp visent tout autant à nous permettre d'anticiper un départ avancé du train qu'à se donner le temps de penser collectivement la suite, de penser les différentes pratiques et de les mettre en musique. Conscients des difficultés pratiques d'organiser un camp à l'orée de l'hiver dans ces douces contrées, nous pourvoirons à des abris, à la nourriture et à la chaleur (prévoir des tentes quand même). Pour que ce camp soit le plus confortable, nous nous en remettons à vous, matériel et propositions, et le blog comme le mail doivent nous permettre de nous organiser ensemble.

4. Avoir prise sur nos vies.

Par cette action concrète d'auto-organisation, nous souhaitons agir sans avoir à confier notre avenir à une délégation.

gation ni à nous en remettre aux illusions électorales qui ne manqueront pas d'habiter les esprits dans les mois qui viennent.

Il s'agit bien de créer ensemble un rapport de force, pour avoir prise sur nos vies. Une lutte contre l'industrie nucléaire ne peut pas s'en tenir à l'objectif de sa suppression. L'horreur du nucléaire est tout autant les désastres qu'elle implique. C'est d'abord en cela que l'arrêt du nucléaire est un travail d'artisan. Parce que ce n'est que par ce biais que nous saurons tout à la fois en mesure d'éprouver les richesses d'une reprise en main de nos vies, et de se donner les moyens de saper les raisons d'être d'un monde qui a besoin

du nucléaire.

Une stratégie possible pour remettre en discussion l'existence de l'industrie nucléaire passe par la remise en cause du rapport de domination qui prospère depuis des années, en même temps qu'elle met en évidence la réalité du déni.

En permettant à des individus de se mettre en situation de s'occuper des conditions qui leur sont faites, l'intérêt du camp pourrait être de rompre le ronron citoyen d'acceptation de ce rapport de domination, d'introduire le véritable enjeu pour les humains en cherchant à casser la spirale de la dépossession.

Le collectif Valognes Stop CASTOR

NOTES SUR L'APPEL AU CAMP DE VALOGNES ET SES SUITES.



Lorsqu'il y a de cela quelques mois j'ai appris qu'une initiative autour d'un blocage massif de convoi nucléaire se préparait dans la Manche, sur des terres *totale*ment sous l'emprise du nucléaire et de ses promoteurs, je me suis dit enfin des perspectives de lutte dans un pays où ceux et celles qui continuent d'y lutter s'y sentent bien *seuls*. Ici, les nucléocrates ne se sont pas contenté de disséminer leurs radionucléides de La Hague à Flamanville en passant par l'ANDRA, l'arsenal militaire de Cherbourg ou la fosse des Casquets, ils ont également colonisé les esprits à coup de pognon et d'idéologie progressiste.

Pour mémoire c'est en septembre dernier que surgit l'appel de Valognes diffusé sur des sites internet* et via des tracts lors du rassemblement de Rennes ou dans des journaux militants.

Si j'écris ce texte de notes sur l'appel au camp et ses suites, c'est que quelques *malaises* n'ont cessé de croître tant sur le texte d'appel au camp que sur la forme que prenait au fur et à mesure la construction du camp. C'est comme si un spectre étrange hantait l'initiative et cherchait à y planter ses serres.

Il ne s'agit pas ici de contribuer à une sorte d'entreprise de démobilisation, tant je continue de penser que participer d'une façon ou d'une autre à cet appel à blocage est important, mais il s'agit juste d'opposer quelques critiques à même de prolonger entre autres les quelques pistes évoquées par les 4 *précisions sur l'appel à bloquer le "train-train" nucléaire à Valognes*. Et surtout de faire de cette tentative de blocage un moment de réappropriation collectif réel de la lutte mais également de nos propres vies ■

* valognesstopcastor.noblogs.org ou
<http://www.anartoka.com/cran/>

Il y a des textes qui veulent s'extraire de tout contexte social et politique et de l'époque, qui pensent que la seule force de la volonté peut faire plier la réalité à ses propres désirs. Ces textes là ont parfois bien du commun avec la *religiosité* ou l'*idéologie*. Ils peuvent alors s'apparenter, parfois contre leur gré, à un *discours publicitaire* annonçant souvent dans les faits des lendemains qui déchantent.

NON, L'ARRET DU NUCLEAIRE n'est pas à l'ordre du jour dans « les Etats les plus lucides ». Ni l'Allemagne, ni l'Italie, ni la Suisse n'ont arrêté le nucléaire ; ils ont juste réduit la voilure du nucléaire civil, stoppé la construction de centrales, tout en prolongeant le monde nucléarisé qu'ils continuent de soutenir, avec ses bombes à uranium appauvri, ses recherches en nucléaire... Qui plus est l'expérience récente de la menace du gouvernement Merkel de revenir sur la promesse du gouvernement « Gauche plurielle » Grünen-SPD de Gerhard Schroeder de sortir du nucléaire en 2020, repoussée *in extremis* par la catastrophe de Fukushima, montre ce que les promesses de sortie lorsqu'elles sont tenues par les Etats valent réellement. Les effets d'annonce ne servent souvent qu'à démobiliser les oppositions, offrir quelques « pseudo-victoires » aux écologistes les plus intégrés. Ainsi en 93, Greenpeace obtenait, après une longue campagne médiatique d'actions, l'arrêt des rejets en mer de déchets par bateaux. En effet, depuis des décennies de nombreux Etats balançaient leurs fûts de déchets radioactifs à la baïlle dans les eaux profondes. Ce fut notamment le cas des déchets anglais au large du Cotentin dans la fosse des Casquets où de nombreux fûts sont maintenant éventrés. Aujourd'hui, une conduite au large de La Hague permet à l'usine de retraitement de rejeter directement à la mer nombres d'effluents radioactifs. C'est un exemple parmi d'autres de la vision stratégique des « Etats les plus lucides » directement liés aux industriels du nucléaire.

Et comme le souligne dans un texte récent le CIANA, groupe antinucléaire amiénois, ce sont au moins tout autant les perspectives économiques du capitalisme vert et les profits escomptés des projets pharaoniques du solaire allemand, laissant le système capitaliste et sa boulimie énergétique parfaitement

intacts, qui ont pesé dans la balance d'un recul de la part du nucléaire que le mouvement antinucléaire lui-même.

Parce que cet aspect de l'appel pourrait donner l'illusion souvent véhiculée par les écologistes d'Etat, qu'ils viennent de Greenpeace en passant par les verts ou le réseau sortir du nucléaire, que les Etats ne sont que des entités neutres influencées par le lobby nucléaire. Or, ce sont ces mêmes Etats qui sont le lobby même et qui n'ont eu de cesse de faire proliférer le nucléaire sous toutes ses formes et sous toutes les latitudes. En ce sens l'appel rejoint la critique citoyenne du nucléaire là où dans l'action, le blocage, il s'y oppose frontalement.

Finalement, cet appel pourrait également laisser croire que c'est aussi simple de bloquer un programme nucléaire que de bloquer un train de déchets radioactifs. Il n'en est bien-sûr rien.

NON, FUKUSHIMA, A L'HEURE ACTUELLE, N'A PAS GENERE D'OPPOSITIONS FRANCHES.

Les nucléaristes français y ont même perçu, malgré leurs craintes initiales de voir surgir un vaste mouvement d'opposition, plusieurs opportunités. Tout d'abord celle de relancer la filière EPR plutôt mal en point sur le terrain de l'économie parce que couteuse et trop puissante pour vendre à l'export – faut-il rappeler que ce sont des unités plus petites coréennes qui ont souvent gagnés les derniers appels d'offre. Et c'est le terrain d'un nucléaire sûr qui est investi par AREVA, EDF et consorts... D'ailleurs la relative bonne santé d'AREVA dans le marasme économique actuel en est une illustration flagrante. Ensuite la catastrophe a rendu possible pour les nucléocrates la propagande d'une vie au milieu du désastre, en zone contaminée comme jadis en Biélorussie ou en Ukraine. La catastrophe devient alors un quotidien, qui plus est dans une époque de catastrophes écologiques et économiques constantes, qui n'ont de cesse de nous déposséder chaque jour davantage de toute prise sur le monde. Et ce quotidien, loin de remettre en cause la domination qui s'y exerce, l'affine. Nombreux-ses ont été les révolutionnaires ou les écologistes qui dans l'après Fukushima ont cru à une prise de conscience généralisée, comme il en fut jadis dans l'après Tchernobyl. C'est ignorer ce que cette position doit au marxisme pour qui les crises du capitalisme sont ses moments de faiblesses, et comment cette



***Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable**, Jaime Semprun et René Riésel, éditions l'encyclopédie des nuisances, 2008.

* On pourrait parler de la lutte de Chooz ou de celles qui ont eu lieu à la fin des années 80 en Anjou.

* A ce propos on peut lire : **La santé publique atomisée**, Jean-François Viel, la découverte, 1998 et **La tentation totalisante, remarques sur la nucléarisation du monde en Nord-Cotentin**, Miguel Anger, 2001.

* **Fukushima sous l'épaisseur du silence : La gestion de crise : de la tradition dans la modernité** – Pas de sushi, L'état geiger n°1 – octobre 2011.

idéologie des crises a souvent montré son inanité.

Ce qui ne veut bien évidemment pas dire que toute l'horreur des situations japonaises ou biélorusses ne nourrissent pas notre rage contre ce monde et ces gestionnaires et n'ébranle pas quelques certitudes pro-nucléaires au passage, ou que la résignation ne soit la seule issue qui se promette à nous... Cela veut juste dire que la lutte sera juste aussi dure qu'elle le fut jadis.

Sur ce terrain, il est évident que, comme le souligne « l'appel de Valognes », l'information ou l'indignation ne suffisent pas. Semprun et Riésel dans leur « *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable* » * ne disaient rien d'autres lorsqu'ils évoquaient cette vieille illusion écologiste qui consiste à croire que les autorités et les populations informées seraient à même de changer leur fusil d'épaule. La réalité est toute autre. Bien que le nucléaire soit majoritairement honni par la population française, l'Etat français continue son délire monomaniacal, et pour cause il n'a pas rencontré d'opposition assez forte pour le faire plier.

Depuis le début des années 80 en France les oppositions au nucléaire, à de rares soubresauts près* se sont limitées à une action de lobbying ou se sont aventurées avec le succès que l'on sait sur le terrain de l'écologie politique.

Aujourd'hui, ce avec quoi il s'agit bien de renouer c'est avec une lutte populaire. Une lutte mêlant un enracinement local, loin de l'enracinement maurassien bien-sûr, et des actions directes à même de fragiliser l'Etat, et peut-être de le faire plier. L'appel touche ici en partie juste lorsqu'il évoque la lutte de Plogoff. Mais ce qu'il oublie singulièrement c'est que toute victorieuse que fût cette lutte, elle n'a pas empêché le gouvernement socialiste de continuer le programme nucléaire initié par les équipes Giscard d'Estaing.

NON VALOGNES NE SERA PAS LE WENDLAND et la lutte contre ce transport vers l'Allemagne n'aura pas l'ampleur de la lutte allemande. Une lutte ne se décrète pas elle se construit. Aujourd'hui, la lutte en Nord-cotentin a été désamorcée. Parce que les édifices nucléaires ou leurs prolongements ont été construits, que certain-e-s locaux ont été acheté-e-s, que des travailleur-se-s du nucléaire acquis-e-s à la cause ont colonisé le pays et les esprits. Rien qu'une ra-

pide observation de la modification des paysages en est une illustration criante, avec les routes neuves, les stades qui fleurissent au milieu des lignes THT, avec la critique du nucléaire comme tabou. Faut-il rappeler comment à la fin des années 90 le professeur JF Viel, annonçant un excès de leucémies infantiles autour de La Hague, fut accueilli ? Menaces, campagne de diffamation, etc.* Et comment, ici comme au Japon, tradition et modernité* se côtoient lorsque le temps se gâte, et le horsain celui qui n'est pas d'ici, qui veut du mal à la région ressurgit alors comme bouc-émissaire au cœur d'un mode de défense d'une société qui bien qu'haute-ment industrialisée en appelle à ses formes ancestrales de protection.

En sud-Manche, l'opposition au tracé THT est, quant à elle, plus vivante. De nombreuses manifestations ont eu lieu ces dernières années. Des pylônes ont été occupés, des lignes partiellement déboulonnées. Pour autant il serait illusoire de nier qu'une certaine résignation semble avoir insidieusement fait son chemin au gré des maisons achetées, des illusions citoyennes et électorales envolées et d'une situation globale quelque peu démobilisatrice.

Le mouvement antinucléaire français qui a pourtant gagné la bataille de l'opinion est aujourd'hui quasi réduit au silence et à l'inaction. Par les oppositions qui le mine. L'Ecologie politique s'est lentement compromise dans des jeux de gestionnaires, tandis que le réseau sortir du nucléaire a implosé sous la charge de ses propres logiques de bureaucratisation et sur les clivages politiques qui y coexistaient. Dans l'après Fukushima les quelques groupes qui se sont activés ou se sont créés sont souvent restés orphelins de perspectives de luttes un tant soit peu attrayantes. C'est dans cette perspective justement qu'est née cette idée de blocage de Valognes.

En France nous en sommes là et c'est là où comparer cette tentative de blocage à la lutte allemande est plus qu'hasardeuse. La lutte contre ce transport, si elle n'est pas à proprement parlé une lutte hors-sol, puisque de nombreux-ses participant-e-s à cette initiative sont investies de longue date dans les luttes antinucléaires et la lutte anti-EPR et ses prolongements, les THT, ne revêt pas le caractère massif que peut avoir l'opposition aux transports de déchets radioactifs vers Gorleben depuis des décennies.

Dans le Wendland et le reste de l'Allemagne, ce sont des milliers de personnes, et pas seulement des militant-e-s, qui s'opposent aux retours de déchets, articulant différents modes d'action tout en restant solidaires les un-e-s des autres. Ces luttes ont fragilisé les options nucléaristes de l'Etat allemand.

Pour autant, il ne s'agit pas d'idéaliser les dites luttes. Tout d'abord, parce qu'elles n'ont pas réussies à faire sortir l'Allemagne du nucléaire. Et ceci ne fait que confirmer ce que pressentait l'ACNM (Association contre le nucléaire et son Monde) en 94 dans son texte « *En finir avec le nucléaire et son monde* », * que toute *lutte isolée* aussi massive soit-elle tant qu'elle n'en finit pas avec l'Etat et le capital n'est vouée qu'à maintenir les rapports de force contre les logiques nucléaristes. Bien évidemment les reculs ainsi obtenus sont toujours bons à prendre... Ensuite malgré les solidarités présentes dans ces luttes, il ne faut pas oublier que comme partout en Europe elles ont connu leurs propres trahisons et opportunistes, notamment via le mouvement écologiste d'Etat, ses propres compromis.

Ce qu'il y a « d'inspirant » dans l'opposition allemande comme le signifiait une des initiatrices du camp ce sont principalement des *formes de luttes* que l'on ne peut malheureusement isoler des contenus que parfois elles véhiculent et surtout des conditions dans lesquelles elles se développent. Lors du départ du dernier convoi vers Gorleben ce sont différents modes d'action qui se sont complétés : suspension de militant-e-s à des ponts, blocages massifs et isolés, avec retrait ou non du ballast, sabotages, veilles, manif. Mais cette situation n'était rendue possible que par le nombre de participant-e-s aux actions et la multiplication de celles-ci le long du parcours. Ce blocage ne permettra pas de reproduire comme un mauvais copier/coller ces formes de lutte comme si elles étaient comme suspendues hors du temps et de l'espace. Pour autant, sur le camp, la journée de préparation devrait permettre de réfléchir à comment articuler plusieurs approches dans le contexte de Valognes. Mais la récente menace d'avancement d'une journée du départ du train risque de rendre l'affaire plus compliquée.

ET C'EST L'IDEE MEME DU GESTE FORT véhiculée par l'appel initial, vieil héritage des avant-gardes

artistiques et politiques qui est ici à remettre en cause. Lorsque Breton, les dadaïstes, les lettristes, les situationnistes et tous les groupes qu'ils inspirèrent jouaient du scandale, c'était dans l'idée que ceux-ci serviraient d'éléments déclencheurs, sorte de mèches, à même d'embraser des situations, ou comme l'explique Léopold Roc dans sa brochure *La piste brouillée des Congaceiros dans la pampa sociale* * à révéler « *la négativité latente qui minerait souterrainement la société* ». Or comme le constate Roc, sans amertume mais sans fierté, pour ce qui est de sa propre histoire au sein du groupe Os Congaceiros, auteur entre autre de bon nombre de sabotages anti-carcéraux de 85 à 90, ce que ces initiatives comme celles qui l'ont précédées oublient singulièrement c'est de « *créer des brèches durables dans la cohérence de la société, la construction patiente de liens sociaux à travers des médiations et des initiatives variées*. » En clair, ce n'est que lorsque ce geste fort trouve des complicités dans des situations sociales historiques particulières qu'il peut véritablement servir de mèche explosive. Le scandale de Strasbourg, c'est-à-dire la prise en main de l'UNEF Strasbourg par un groupe d'étudiant-e-s aux aspirations situationnistes et sa dissolution immédiate comme organe bureaucratique voué à trahir les aspirations révolutionnaires n'a d'échos que dans la situation de la jeunesse de 68, dans les chahuts organisés dans les bahuts, dans les luttes ouvrières indociles de Caen ou St-Nazaire, dans les violences policières qui secouent les abords de la Sorbonne. L'action ne résonne au-delà du milieu qui est à son origine que lorsqu'elle rencontre un imaginaire social et historique pour reprendre Castoriadis ou lorsqu'elle rencontre des conditions matérielles spécifiques pour reprendre Marx.

Ce sont les limites d'une vision en termes de pur volontarisme politique qui s'exprime alors. La comparaison abusive avec des situations sociales et historiques totalement différentes comme celle de l'Allemagne ne font que confirmer cette filiation implicite idéologique. On retrouve alors tout ce qui peut confiner à l'activisme hors-sol : reproduire sans cesse les mêmes schémas que l'on pense éprouvés sans même se rendre compte qu'ils sont loin de fonctionner au-delà du milieu actif. Et par ailleurs, sans penser à la capacité d'adaptation de l'adversaire et en en atténuant l'intelligence tactique.

Par ailleurs, ce geste fort, lorsqu'il se double d'un appel à se joindre à lui sans ou-

* **En finir avec le nucléaire et son monde**, Association Contre le Nucléaire et son Monde, 1994.

* **La piste brouillée des congaceiros dans la pampa sociale**, Léopold Roc, 1995, Editions janvier 2010.



L'idéologie du blocage,
André Dréan, 2010.

* « Il se passe quelques
chose de bizarre à rennes. »
-http://www.ouest-france.fr/actu/actuDet_-Il-se-passe-des-chose-bizarres-a-Rennes...-39382-2009728_actu.Htm



vir de réels espaces réguliers de discussion pré-camp, se construit comme un appel au suivisme, et donc à la reproduction d'une hiérarchie informelle qui ne dit pas son nom. L'assemblée de fin de manif à Rennes et les réunions locales, en tout cas celle que nous avons organisés sur Caen, n'ont pas véritablement permis de battre en brèche la division entre Gentil-le-s Organisateur-trice-s et personnes désireuses de s'investir. C'est là l'un des enjeux du seul temps qui nous reste pour construire cet espace : le camp. Durant ces 3 jours, une assemblée est prévue visant à dégager des perspectives de lutte post-Valognes. Les considérations tactiques à l'œuvre sur le camp devront également être discutées alors, pour que chacun et chacune puisse s'investir en toute connaissance de cause.

L'obsession médiatique qui agite certain-e-s protagonistes du projet est dans la droite lignée de cette idéologie du geste fort. Et tout à coup c'est l'idée saugrenue que le terrain médiatique est un terrain de lutte *comme un autre* qui apparaît. Et l'on agite les plans médias. La récente action « de dépôt d'un faux bidon de déchets nucléaire près de Rennes » par un mystérieux groupe en route vers Valognes, action somme toute potache et digne du réseau « Sortir du nucléaire » conduit-elle à l'intervention de pompiers et de gendarmes et surtout est immédiatement juxtaposée par Ouest-France à un mystérieux dépôt de poudre blanche dans des enveloppes à la trésorerie générale d'Ille -et Vilaine*. On voit à quel type d'ambiance le très pro-nucléaire Ouest-France cherche-t-il à associer l'aventure valognaise.

Non seulement, comme le souligne les « 4 précisions sur l'appel à bloquer le train-train nucléaire à Valognes », ce blocage ne suffira pas mais surtout il ne doit pas être conçu comme un événement sans lendemains, un coup de théâtre *spectaculaire*.

LES NIMBES DE SECRET qui entourent l'initiative et sa préparation peuvent s'expliquer par la nécessité que le lieu du camp et du rassemblement soient tenu secrets jusqu'au dernier moment pour rendre la tâche plus complexe à l'Etat. Pour autant si de telles précisions peuvent être utiles à L'Etat et ses sbires, il ne faut pas se leurrer, elles ne modifieront pas en profondeur sa stratégie policière. Par contre cet *habitus du secret* génère de facto défiance, suspicion et séparation.

Dès lors si l'initiative vise vraiment à une première réappropriation collective de-

puis longue date de l'action directe antinucléaire, la stratégie dans laquelle nous nous sommes lentement incarcérés devient alors un handicap. Le principe d'efficacité au cœur même de l'idée de blocage prend le pas sur la réappropriation et l'auto-organisation. La fin prend le pas sur les moyens. Et l'on sait pertinemment lorsque de telles perspectives ont surgit au sein du mouvement révolutionnaire ce qu'elles ont données, qu'elles aient été portées par des marxistes ou des anarchistes.

C'est comme si nous étions resté prisonniers de notre milieu et de ses réflexes les plus élémentaires. Un milieu n'échappe que rarement à sa généalogie et ne cesse souvent de bégayer les mêmes habitudes dont l'idée de blocage et de gestes forts sont des signes manifestes. Le blocage s'y transforme comme lors du dernier mouvement des retraites en idéologie autonome*. On cherche l'unité à tout prix en taisant les divergences de fond au sein du mouvement antinucléaire et cherchant des alliances improbables. Le point 5 du texte d'*Appel au camp de Valognes* est à ce titre très explicite. S'il est vrai que les griefs qui sont fait à certaines tendances peuvent parfois servir à masquer nos propres faiblesses, il n'en demeure pas moins que certaines tendances - écologie politique, citoyen-nistes - ont une responsabilité particulière dans la tournure des événements au sein du mouvement antinucléaire. C'est comme si l'isolement de franges radicales et la répression qu'elles avaient subie les conduisaient à passer d'une logique de fermeté qui pouvait conduire parfois à un excès de fermeture à aujourd'hui une sorte d'angélisme béat. Et c'est l'illusion de l'unité dans l'action qui pointe son nez. Avec elle l'oubli que cette unité se brise souvent à la première occasion, comme lors d'accords électoraux, d'enjeux d'organisation, etc. L'appel à soutien vers les organisations est à ce titre significatif. Car même si l'on comprend le point de vue des organisateur-trice-s visant à contraindre les organisations à *prendre parti* et s'impliquer d'une part et secundo à crédibiliser l'action en la sortant des limbes du mystère, elle ne construit cette implication que dans un soutien distant sans que les protagonistes ne puissent avoir prise sur la suite des événements. Elle donne également aux dites organisations la possibilité de s'offrir un espace publicitaire sans qu'il y ai forcément d'engagement réel. Sans oublier que des blocages il y en a

eu plusieurs par le passé et ils n'ont pas réussi à eux seuls à stopper la machine nucléaire. Durant les années 70 et 80, le cotentin a été le théâtre de nombreuses actions directes de masse, souvent oubliées, contre les transports nucléaires. Et plus globalement la lutte antinucléaire en France comme ailleurs a connu de nombreux moments de lutte directe*.

Cette mine de conspirateur-trice a été alors une aubaine pour certain-e-s. Il a été alors aisé pour des personnes hostiles à cette idée de blocage direct et massif pour de bonnes mais souvent de mauvaises raisons de s'engouffrer dans la brèche et d'y trouver des éléments propices à ce que leur discours prenne. Ainsi Greenpeace a appelé ces militant-e-s locaux dans un mail interne à se méfier d'une initiative anarchiste et potentiellement violente. Et s'est joint au CRILAN, association antinucléaire locale historique, opposée de longue date au blocage des retours de déchets*, pour organiser un rassemblement le mercredi 23. Et c'est le règne de la rumeur qui prend le pas. Greenpeace comme Europe Ecologie sentant une possible mobilisation d'ampleur s'appuie sur l'initiative tout en faisant un pas de côté. Certain-e-s masque à l'occasion les réelles motivations de leurs distances – Greenpeace a toujours privilégié ses propres actions qu'elles pouvaient tout autant contrôler pratiquement qu'idéologiquement – là où d'autres sûres de leur position initiale et méfiante face au manque de transparence de l'initiative, se tiennent sur leur garde.

Elle est également une aubaine pour la police et sa presse, qui nous rejoue déjà la vieille ritournelle des hordes d'anarchistes déferlant sur Valognes et divise par ailleurs les antinucléaires, entre bons et mauvais, les responsables qui se réuniront la veille du départ et les autres, les hirsutes, les menaçants. La ficelle est grossière, mais a déjà fait son effet en d'autres temps. Les filatures, les écoutes, les petits mots passés à quelques militants responsables et les balises GPS entretiennent tout autant la paranoïa et la scission généralisée qu'ils ne servent à renseigner réellement.

L'IDEE DE PRIVILEGIER LE LOCAL plutôt que le global pourrait alors nous engager sur une voie visant à réintroduire cette dimension de proximité. Mais alors pourquoi les locaux ont été,

dans les faits, réduits au rôle de soutiens. Le local y est une identité abstraite, loin d'un enracinement réel dans les luttes. Puisque Plogoff semble être le modèle de lutte « localiste » de l'appel initial, il faut rappeler qu'à Plogoff, les habitant-e-s de Plogoff et de la région restaient les principaux protagonistes de leur lutte. L'un des enjeux du camp est donc bien de dépasser ce cadre du soutien et d'a-



vancer ensemble lorsque cela est possible. L'assemblée qui aura lieu sur le camp et les perspectives qui se dégageront pour l'avenir seront à ce titre plus qu'importantes. Il y a des trains qu'il faut stopper ensemble.

Par ailleurs, l'opposition qui est portée dans l'appel entre la lutte contre la centrale de Plogoff* et celle contre le surgénérateur de Creys-Malville* entre d'une part une lutte qui aurait été locale et d'autre par ce jour de juillet 77 où Vital Michalon fut assassiné par la police et de nombreux-ses manifestant-e-s blessés, qui aurait été un moment déraciné, fait fi des nombreux groupes locaux qui organisèrent Malville. Ce que cette lecture de l'histoire oublie singulièrement c'est que c'est tout à la fois le caractère plus massif de la lutte qu'un choix de l'Etat de lâcher à cet endroit pour mieux continuer ailleurs qui est à l'origine du recul de l'Etat à Plogoff. Par ailleurs, sur Creys-Malville, les quelques 70000 personnes qui se bouffèrent la répression violente et meurtrière qui eu lieu et sonnèrent le glas de la lutte là-bas furent les témoins horrifiés d'une stratégie d'Etat cherchant à marquer un temps d'arrêt au mouvement : par la peur générée, par les divisions que l'Etat réussit à introduire entre violents et non violents, par les brèches qu'il tend aux éléments les plus opportunistes comme Brice Lalonde et consorts qui ne feront que préparer leurs futures carrières politiciennes. Bref, ce qui différencie vraiment ces deux moments c'est qu'ils ne se déroulent pas dans la même situation sociale et historique. Malville s'inscrit par ailleurs dans un contexte européen de

* **Actions directes contre le nucléaire et son monde (1973-1996)** – Vol.1 et 2, Black Star éditions.

* Le **CRILAN** s'est depuis longue date opposé à stopper les retours de déchets nucléaires vers l'Allemagne. Il faut remettre cette prise de position dans un contexte où le mouvement allemand ne bloquait que les retours, laissant les déchets venir jusqu'à La Hague. La situation n'a alors fait que renforcer localement l'idée déjà très présente dans la lutte que La Hague ne devait pas devenir la poubelle nucléaire du monde. Cette position s'est également construite sur une logique de gestion de l'existant. Que faire des déchets à l'heure actuelle ? La position du CRILAN comme celle de nombreux groupes écologistes pensant la question du nucléaire en gestionnaires était que les déchets devaient rester sur le lieu de production ou y retourner. Du coup les déchets allemands étaient appelés pour eux à rester ou à revenir sur les centrales allemandes. Dans les faits aujourd'hui ils vont vers le centre de stockage de Gorleben... Et de toute façon, si l'on considère qu'un transport de déchets est dangereux, un retour l'est tout autant qu'un al-

* **Plogoff, des pierres contre des fusils**, -Film de Nicole et Félix Le Garrec, 1981. [on peut lire à ce propos l'article : Retour sur les luttes antinucléaires, *Pas de sushi, l'Etat Geiger*, N°1, oct2011.]

* **Aujourd'hui Malville, demain la France**, La pensée sauvage, 1978. [on peut lire à ce propos l'article : Retour sur les luttes antinucléaires, *Pas de sushi, l'Etat Geiger*, N°1, oct-2011.]

* A ce propos, On peut lire la brochure sortie récemment sur les luttes allemandes et le courant autonome en son sein : **La lutte contre l'état nucléaire, Collectif**-Téléchargeable ici : http://paris.indymedia.org/IMG/pdf/Lutte_contre_letat_nucleaire.pdf

* **Nous aussi nous irons à Valognes** : <https://jura-lib.noblogs.org/2011/11/16/stop-castor-cotentin-du-22-au-24-novembre/>

montée des tendances autonomes au sein du mouvement antinucléaire, en France, mais aussi en Allemagne. En 77, c'est aussi la grande manifestation de Kalkar outre Rhin*. C'est d'ailleurs ce spectre qui sera agité par L'Etat via son larbin, le préfet Jannin.

Cependant si tout commence par le local, tout ne s'y épuise pas. Faut-il rappeler que le mouvement antinucléaire n'a jamais été aussi fort que lorsqu'il existait un mouvement plus global de contestation du monde ? Comme le soulignaient Riessel et Semprun dans leur *catastrophisme, administration et soumission durable du désastre* : « (...) dans les années 70, la France était encore travaillée par les suites de 68. Il faut donc penser que c'est la révolte, le goût de la liberté, qui est un facteur de connaissance, plutôt que le contraire. »

Et avec l'industrie nucléaire c'est un monde qui continue de tourner. Localement, c'est une ligne TGV Paris Cherbourg qui se prépare, expression particulièrement aboutie de la boulimie énergétique de nos sociétés. Combien de réacteurs faut-il pour que nous allions juste plus rapidement d'une ville morte à une autre ? Et combien d'éoliennes industrielles faudra-t-il construire au large de Courseulles-sur-Mer pour que ce monde continue de tourner au désastre ?

Quand à ceux et celles qui à Plogoff ont réussi à repousser le projet de centrale nucléaire qui allait irrémédiablement polluer leur quotidien, ont-ils réussi à échapper aux résidus radioactifs lâchés par Tchernobyl, Fukushima, La Hague ? Il n'existe pas d'oasis locales capables de nous laisser nous échapper du monde dans lequel on nous incarcère. Il ne suffit pas de briser les barreaux des cellules, il faut détruire la prison.

La récente campagne contre Vinci qui investit pour notre avenir, dans les prisons, le nucléaire, les aéroports dont celui de Notre dames des landes, les centres de rétention, les autoroutes est une piste pratique pertinente en vue de dépasser l'isolement de nos luttes respectives.

IL N'Y A PAS QUE LE CIEL BAS ET LOURD des désastres nucléaires en cours et de la résignation qui parfois les accompagnent qui pèse comme un couvercle. Il y a aussi ce récent communiqué du comité Stop Castor Tarnac* qui ressemble à s'y méprendre à un mauvais pastiche littéraire des *Possédés* de Dostoïevski ou du *Comte de Montéchristo*.

Une sorte de *Tarnac la Revanche 2, le retour*. On y apprend que le dit comité voit dans « l'appel de Valognes » l'occasion de prendre sa revanche après l'affaire dite de Tarnac qu'il-elle-s identifie comme « une tentative forcenée, et à ce jour réussie, pour contenir aux frontières l'extension du mouvement antinucléaire allemand. ». Pour mémoire les sabotages de caténaires dont les camarades furent alors accusés avaient été revendiqués par un groupe antinucléaire allemand.

Non l'essentiel n'est pas que quelques camarades aussi solidaires que l'on puisse être depuis longtemps face à la répression qu'il-elle-s ont subies et qu'il-elle-s subissent toujours, prennent leur revanche contre l'Etat, mais de participer à reconstruire une opposition au nucléaire un peu tangible. Il ne faudrait pas qu'une telle opération n'assèche un peu plus l'existant et n'écœure encore davantage ceux et celles qui continuent de croire qu'un avenir sans autre nucléaire que celui qu'ils nous ont légué est possible.

Par ailleurs, il faudrait être singulièrement coupé de notre époque pour penser que nos spleens et nos goûts de la revanche, aussi légitimes qu'ils puissent être, ne peuvent à eux seuls mobiliser au-delà de nos petits milieux.

Mais ce qui est plus problématique c'est que de l'appel initial au mode opératoire, il y a un comme un spectre qui hante le théâtre des opérations : du geste fort à l'idéologie du blocage en passant par l'obsession du secret et l'appui sur le local. Cet appel sonne comme un *programme politique* et une *mainmise théorico-pratique* sur une initiative qui se voulait multiple.

L'idée quasi religieuse, en tout cas messianique, au cœur du texte d'appel, qu'au milieu du désastre nucléaire et d'un mouvement antinucléaire relativement exsangue, un geste fort pourrait ouvrir rien de moins qu'une nouvelle phase du mouvement antinucléaire, manque pour le moins de modestie, voir relève d'un délire quasi mystique. Et c'est deux vieilles chansons qui ressurgissent : « du passé faisons table rase » et « nous avons commencé ». Pour autant comme disait l'autre : « Il n'est pas de sauveur suprême, ni Dieu, ni César, ni tribun... » Et dans l'idée même de phases au sein du mouvement antinucléaire se profile une vision emprunte d'historicité si chère à l'hégelo-marxisme. Il y aurait comme une sorte de sens de l'his-

toire, un destin collectif et des groupes d'individu-e-s à même par leur seul activisme d'influer sur ce destin collectif. Et cette pente conduit également à une rupture avec ce qui a précédé sur le mode du Tabula Rasa qui tend inévitablement à produire une sorte d'apologie absurde de la jeunesse. Or comme disait la chanson, « *l'âge ne fait rien à l'affaire* ». Et comment peut-on s'associer librement lorsqu'on élabore une stratégie sur le nous avons commencé et le secret ? N'y a-t-il pas là une logique d'avant-garde qui ne dit pas son nom ?

Il n'y a d'ailleurs rien d'autres à discuter pour certain-e-s que de perspectives pratiques dans cette histoire de Valognes. Pourtant, il faut espérer que le camp permette que s'ébauchent collectivement réflexions tout autant que pratiques. Et finalement ceux et celles qui renvoient ceux et celles qui pour de bonnes ou de mauvaises raisons refusent de participer au blocage à un au-delà du mouvement nous rejouent une étrange version activiste du hors l'Eglise point de Salut.

PAR CONTRE CE QUE CE BLOCAGE PEUT OFFRIR, c'est l'occasion une fois de plus de matérialiser un point de vulnérabilité du programme nucléaire. Si aujourd'hui les luttes contre le nucléaire en France sont en difficultés c'est que si partout de par le monde où pousse une nouvelle verrue nucléaire, des mobilisations surgissent, en France les nucléocrates construisent souvent sur l'existant et en territoire conquis et vaincu. Ce sont donc les nouvelles constructions (THT) et les transports qui sont aujourd'hui les points les plus vulnérables du monde nucléaire. Parce que des oppositions peuvent y surgir et s'y développer plus facilement. Parce que les édifices ainsi construits ou les moyens de transports de matières radioactives sont également moins « surveillable ».

Ce blocage se construit également comme un dépassement des stratégies électoralistes portées par de nombreux antinucléaires. A l'aube d'une campagne dont les récents atermoiements de l'accord EELV/PS finissent de nous montrer le peu de perspectives que l'on peut attendre, sur ce terrain du nucléaire, d'un changement de majorité, l'idée de passer à l'action et de réintroduire la question du rapport de force dans un combat antinucléaire qui n'a eu de cesse de se rapprocher du simple lobbying est plus qu'urgente. Surtout qu'en ce qui

concerne le chantier EPR de Flamanville, et son maillon faible, les THT, les pylônes devraient être montés dans les prochains mois. Laisser l'EPR se construire c'est laisser se propager une nouvelle génération de nucléaire et avec elle une résignation toujours plus grande.

Combattre la résignation ambiante est d'ailleurs un des objectifs de ce camp et de cette tentative de blocage. Le dernier mouvement des retraites, le déferlement de mesures sécuritaires et liberticides, les plans d'austérité qui aiguisent chaque jour davantage notre précarité et les rapports d'exploitation au profit des plus riches, nos rares espaces d'autonomie toujours plus rognés, les catastrophes écologiques, tout concourt à nous laisser toujours davantage face au vide et nous laisse comme un sentiment d'impuissance.

Se réapproprier nos luttes et un peu de nos vies, combattre ce monde absurde ici et maintenant mais avec l'envie de le faire tomber, ça peut se faire à entre autre et modestement à Valognes. Et en échos aux luttes des compagnon-ne-s allemand-e-s, comme avec l'idée que la lutte contre le nucléaire et son monde n'a pas de frontière. Et le blocage n'est pas l'essentiel, même s'il est important pour rompre avec le sentiment d'impuissance dans lequel Etat et capital nous plongent. Parce que l'essentiel est de se ressaisir sur ce terrain du nucléaire comme sur d'autres d'une envie de lutter collectivement. Surtout que sur cette voie du blocage, nous savons qu'elle ne peut participer qu'au harcèlement symbolique et économique des tenants du nucléaire. Que des trains nucléaires il en est passé et il en passera d'autres. Que contrairement aux illusions véhiculées par de nombreux antinucléaires ce n'est qu'un mouvement généralisé qui peut mettre à bas le nucléaire et son monde.

Ceux et celles qui ne se reconnaissent pas dans l'idée ou les conditions de ce blocage y ont donc également toute leur place pour discuter, échanger, ouvrir de nouvelles perspectives pratiques.

Il ne faudrait pas que la menace qui plane sur ce blocage d'un avancement du départ du train hypothèque ces perspectives de réappropriation collective.

Ce ne sera pas à Valognes que le Monde nucléarisé s'effondrera, mais faisons de ce moment là, un moment où s'élaborent, se tissent des complicités, des échanges et des perspectives et portons également si nous nous en donnons les moyens et si l'Etat nous en laisse la possibilité un coup au nucléaire ■



■ 19 Novembre 2011,
**Un rétif
dans la pampa
cotentinoise.**

AUX ORIGINES DE LA HAGUE

Petit rappel préhistorique de la presqu'île au nucléaire



« Dans la mesure où nous connaissons de moins en moins les conséquences de nos innovations et où nous sommes incapables d'inventer les parades nécessaires, il suffit d'infiniment peu pour nous lancer dans un risque absolu. Et c'est pourquoi actuellement toute croissance technique augmentant infiniment le risque hypothétique, mais absolu, me paraît strictement condamnable. »
Jacques Ellul- *Le bluff technologique*, Hachette littératures, 1988

Les différents gouvernements des IV^{ème} et V^{ème} républiques, voient dans le nucléaire un formidable outil d'indépendance économique et militaire, sous réserve de maîtriser cette technologie. Le CEA est chargé par l'Etat de cette mission et est financé par des plans quinquennaux votés par les députés. Dès les années 1960, EDF projette d'utiliser cette source d'énergie pour produire de l'électricité. La construction de deux centrales est prévue, l'une à Chinon en Indre-et-Loire l'autre à Brennilis dans le Finistère. Le CEA, et donc l'Etat, prévoit la construction d'un nouveau centre de retraitement des déchets nucléaires et d'extraction du plutonium. Au vu des localisations des nouvelles centrales, le Cotentin paraît un endroit approprié.

La Basse-Normandie est pour l'année 1954 la deuxième région la moins industrialisée de la métropole française, derrière le Limousin. En 1950, elle compte 39% de sa population active, travaillant dans l'agriculture. Un des objectifs des différents gouvernements, depuis la reconstruction, est de tenter d'équilibrer les bassins industriels sur tout le territoire. Il s'agit de favoriser la croissance économique dans les endroits les plus reculés. Cette stratégie a l'avantage de ne pas créer de nouveau « bastion rouge », c'est-à-dire de trop fortes concentrations industrielles où les mouvements ouvriers peuvent mieux s'organiser que lorsque les usines sont dispersées. Le canton de Beaumont-Hague étant très rural, il offre cet avantage

Le département de la Manche, à travers les élections, a toujours été très fidèle au général de Gaulle. Le président est donc a priori en terrain conquis.

Le site choisi se situe à vingt kilomètres de Cherbourg. Comme le reconnaît une note émanant probablement d'un membre

du CEA ou peut-être du ministère de l'industrie son atout est « [...] la proximité avec Cherbourg où se trouve un centre d'enseignement nucléaire chargé de former les spécialistes atomistes de la marine nationale et d'un arsenal susceptible de trouver avantage à l'ouverture dans son voisinage, d'un important chantier spécialisé. ». A Cherbourg se trouve un arsenal construisant principalement des sous-marins à propulsion et à missiles nucléaires.

Pour le CEA il s'agit d'un endroit avantageux sur de nombreux points. Au niveau technique, car ce fût peut-être la première préoccupation, le fort courant marin appelé le *raz Blanchard*, qui passe à la pointe de la Hague, permet une évacuation rapide des effluents radioactifs. Les déchets traités ont en permanence besoin d'être rafraîchis car ils continuent toujours à produire de la chaleur. Ainsi, les particules radioactives sont disséminées plus rapidement et plus loin. On les retrouve de la baie de Seine jusqu'à Brest.

L'installation

Le 20 décembre 1960 la CEA fait une demande d'occupation temporaire sur 156 hectares répartis sur quatre communes : Jobourg, Omonville la Petite, Herqueville et Digulleville. En janvier 1961 le sous-préfet de Cherbourg convoque les maires des différentes communes concernées et le conseiller général Gosselin à une réunion en présence de deux membres du CEA et du directeur départemental des domaines. Cette rencontre a pour but d'annoncer « l'implantation d'une usine du Commissariat à l'Energie Atomique dans la Hague. ». Dans la foulée, le sous-préfet envoie les notifications d'occupations temporaires aux propriétaires. La décision est déjà prise quant au choix du site malgré cela les autorités paraissent avancer à pas

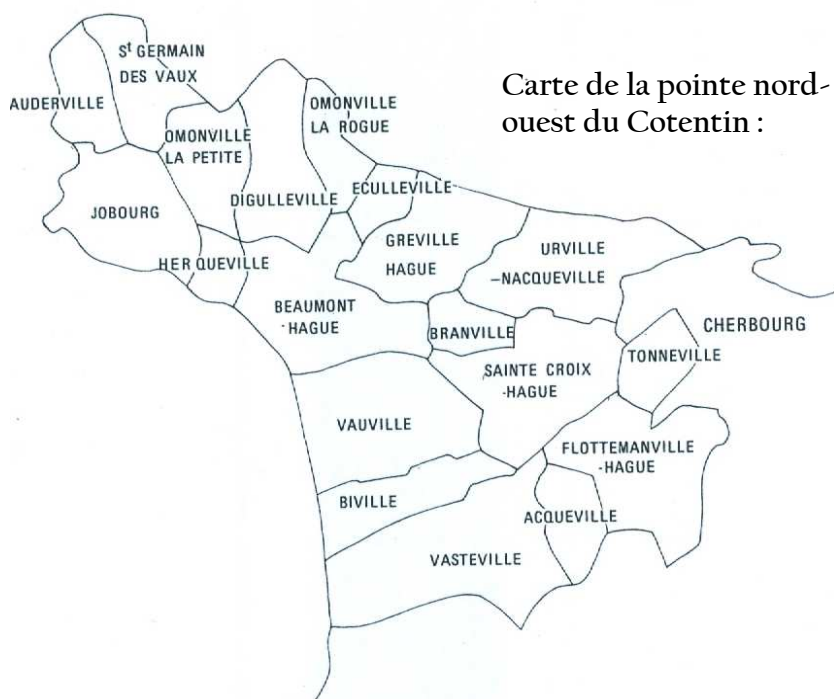
feutrés. Ils n'osent pas avouer directement aux propriétaires des parcelles qu'ils seront purement et simplement expropriés à terme. Pour l'instant il ne s'agit que de procéder à des relevés topographiques et dans les sols. Ce que les ingénieurs ne considèrent que comme des zones incultes sont des landes et des pâturages. L'agriculture étant une des principales activités économiques du canton, les 156 hectares convoités par le CEA, représentent un préjudice non négligeable. Le CEA organise différents voyages pour convaincre des bienfaits du projet.

Le 14 décembre 1960 les maires du canton de Beaumont-Hague, ainsi que le conseiller général Goselin, sont invités à visiter l'usine de Marcoule dans le Gard. Le site se situe près d'Avignon. L'usine comporte deux réacteurs servant uniquement à fournir l'usine en électricité. Ce complexe industriel est destiné à retraiter les déchets et à en extraire le plutonium. Il s'agit du même type d'usine que celle qui sera construite dans le canton de Beaumont-Hague. A la différence que dans la Manche des réacteurs électronucléaires ne sont pas encore en projet.

En janvier 1961, un stage est organisé à Saclay dans l'Essonne, par le CEA pour les personnalités du nord Cotentin. Parmi elles il faut noter la présence de Mr Varin, qui est alors président du syndicat d'initiative de Flamanville. En ce qui concerne les élus, seuls deux sont invités, les maires de Cherbourg et d'Octeville. Il est tout à fait étonnant que les maires des communes du canton de Beaumont-Hague ne soient pas de nouveau conviés à visiter le centre de Saclay. Ce dernier est le premier centre destiné à la recherche atomique en France, il a ouvert ses portes dès 1949. Pour présenter ce qui se fait de plus pointu en recherche nucléaire dans l'hexagone, c'est l'endroit idéal. Des spécialistes du nucléaire bénéficiant du très large crédit attribué généralement aux personnes en blouses blanches, vont tenter de les convaincre que c'est un cadeau qu'on s'apprête à leur faire. Ils jouent sur le fait que le nucléaire est une technologie compliquée et opaque.

Les autorités dans le cas du nucléaire jouent sur la soumission à l'autorité et tentent de séduire les élus locaux. Il faut noter que Mr Varin une fois devenu maire de Flamanville se fera un des plus fervents défenseurs de l'électronucléaire pour sa commune. Ces voyages où l'on mange et boit bien selon les témoignages, revêtent donc une importance capitale dans le processus d'acceptation du projet par les notables locaux. L'enquête d'utilité publique aura lieu du 20 mars au 6 avril, mais ce uniquement dans les communes du canton de Beaumont-Hague.

Une fois cette formalité passée, commence le chantier. Le CEA acquiert 156 hectares, plus 70 hectares en 1967 correspondants à une retenue d'eau dite du Moulinet. Les agriculteurs ne peuvent résister face aux prix proposés par le CEA pour l'achat des terrains de l'usine. Ce secteur d'activité se trouve complètement bouleversé par l'inflation des prix de la terre. Parallèlement à cela, l'agriculture est en pleine mutation car poussée à industrialiser ses techniques d'exploitation par différentes lois relatives à ce secteur d'activité. Un troisième facteur vient s'ajouter aux deux précédents, le problème de l'eau. Les 70 hectares pris sur le Moulinet viennent profondément modifier les habitudes agricoles du secteur. Et ce point reviendra régulièrement sur le tapis, les maires s'en plaignent à intervalles réguliers au sous-préfet. Ce n'est pas tant l'usine en elle-même qui pose problème mais ce sont les conséquences explicitement ressenties qu'elle entraîne. Le conseil municipal de Cherbourg s'oppose à ce qu'une ligne à haute tension passe sur la commune. Le site ne possédant pas de réacteur électronucléaire comme à Marcoule, il a besoin d'une alimentation importante en électricité venant de l'extérieur.



Carte de la pointe nord-ouest du Cotentin :

L'usine reçoit les premiers déchets radioactifs en 1965 et commence l'exploitation en 1966. Un mécontentement diffus existe, il concerne en premier lieu les modifications importantes du cadre de vie que cette usine a engendrées (les salariés qui roulent trop vite, le problème d'accès à l'eau et à la terre pour les agriculteurs, la présence d'une ligne à haute tension,...) Une certaine peur apparaît face à cette usine dont on ne comprend pas l'activité. Dans un entretien réalisé pour l'ouvrage de Doris Bensimon un habitant relate que des ingénieurs du CEA sont venus se renseigner sur la nature du terrain. A la question : « Pourquoi vous me demandez ça [...] qu'est ce que vous cherchez ? »,

les ingénieurs répondent : « C'est qu'on a envie d'implanter une usine d'aluminium, dans le coin. »

Il ne faut pas nier que dans un premier temps les artisans, les propriétaires de « pièces »,... sont plutôt favorables à l'implantation de l'usine. Elle leur procure indirectement du travail ou un bon prix pour leurs terres. Il existe aussi un certain prestige à accueillir une usine à la pointe de la technologie même si l'on ne comprend pas bien sa finalité.

Au début du XX^{ème} siècle la physique française est à l'origine de découvertes majeures. Pierre et Marie Curie, physiciens français, obtiennent le prix Nobel de physique en 1903 pour leurs travaux sur la radioactivité. Irène leur fille et son mari Frédéric Joliot-Curie inventent en 1933 la radioactivité artificielle. Ils obtiennent le prix Nobel de physique en 1935 mais après la Seconde Guerre Mondiale la recherche nucléaire française prend du retard par rapport aux États-Unis et au Royaume-Uni. Le centre de retraitement qui est également un centre de recherche du CEA revêt une importance considérable pour tenter de pallier à ce retard. Le centre de la Hague permettrait à la France de produire son propre plutonium et donc d'être indépendante vis-à-vis des deux blocs, soviétique et américain.

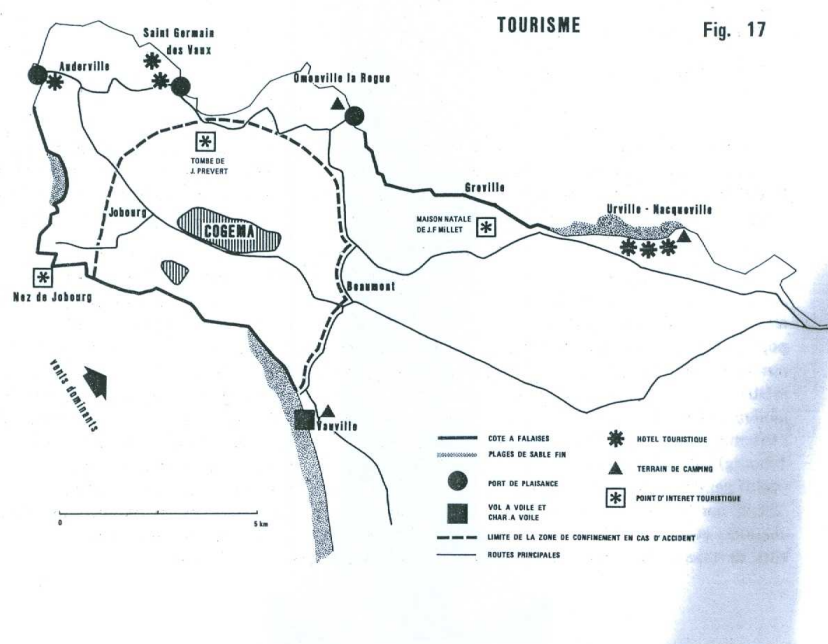
En ce qui concerne la pollution radioactive, l'écologie n'en est qu'à ses balbutiements au niveau national. Il faut tout de même noter que Jean Pignero, instituteur en région parisienne, commence à se poser des questions quant aux conséquences des rayonnements radioactifs dès le début des années 1960. Ses écrits restent d'une diffusion très confidentielle. Leur impact sera plus important avec l'annonce du plan Messmer (projet de construction de nombreuses centrales en 1974.) Il crée tout de même en 1962, la première association antinucléaire, qui se nomme association de protection contre les rayonnements ionisants (APRI).

Pour couper cours à toute inquiétude Roger Boussard, directeur du centre de la Hague estime tout de même nécessaire de convoquer une conférence de presse pour le 31 janvier 1966. Il informe le sous-préfet qu'il convie la presse régionale pour la rassurer sur la pollution et sur l'innocuité des radiations émises par le centre du CEA.

Le directeur du centre cherche à partir de cette époque un nouveau terrain afin d'y stocker les déchets nucléaires dont on ne peut plus rien extraire d'utile. Le conseil municipal de Barneville-Carteret réuni le 23 novembre 1967 s'oppose à « la création de dépôts des déchets radioactifs

sur le territoire de la commune de Baubigny. » Cette commune se situe dans le canton de Barneville-Carteret en direction de Les Pieux. Le 28 novembre 1969, une motion adoptée par tous les maires du canton de Beaumont Hague est remise au conseiller général Gosselin, à Roger Boussard et au préfet. Cette motion concerne le CEA mais elle ne se trouve pas dans le fond d'archive et aucune information supplémentaire n'est donnée quant à sa teneur. Nous pouvons supposer à la vue de la proximité dans le temps avec celle de Barneville-Carteret, qu'il doit probablement s'agir d'une motion contre l'ouverture d'un centre de stockage des déchets. Pour des raisons touristiques et agricoles, les riverains ne sont pas favorables à l'agrandissement du site du CEA. La région commence à pâtir de cette réputation nucléaire. Les agriculteurs voient leur terroir s'amenuiser. Dans cette zone très humide l'équilibre est facilement rompu. Le bétonnage de plusieurs hectares de landes, là où se trouve l'usine, entraîne des problèmes récurrents d'inondations. A tout cela s'ajoute le problème d'approvisionnement en eau car au cours de l'année 1968, le CEA acquiert une partie du ruisseau Saint Hélène. Pour ces raisons et peut-être aussi à cause du climat d'agitation de l'année 1968, le centre de stockage des déchets ouvrira bien en 1969 mais sur des terres appartenant déjà au CEA depuis 1967, à Digulleville.

Dès son arrivée la technologie nucléaire s'est vue imposée pour des raisons politiques et économiques en douce. Dans les années 1950-1960, les oppositions aux nucléaires sont quasi inexistantes, c'est une technologie trop récente. Il faut attendre le début des années 1970, avant même l'annonce du plan Messmer, pour que des oppositions se constituent et s'organisent. Les diners biens arrosés ne seront plus suffisants face à des manifestations anti-nucléaires regroupant plusieurs dizaines de milliers de personnes. ■



Comme dix-mille soleils

« Il est vrai que ces gens ne vivent pas, disons, comme nous les Occidentaux, les gens civilisés, bien qu'ils soient plus proches de nous que ne le sont les souris de laboratoire. »

Merril Eisenbud*

Au lendemain de la vaporisation d'Hiroshima, *Le Monde*, dans l'ivresse de la victoire, titrait : « Que le monde fasse confiance aux physiciens, l'ère nucléaire commence ! » (1) Et les physiciens atomistes, y compris le prix Nobel Frédéric Joliot-Curie, admirateur de Maurice Thorez et père fondateur du CEA, affirmaient sans vergogne que, bien maîtrisée, l'énergie nucléaire constituerait la source d'énergie inépuisable et sans danger dont l'humanité avait bien besoin dans sa marche incessante vers le progrès. Aujourd'hui, nous pouvons mesurer les progrès obtenus. L'énergie nucléaire militaire et civile est omniprésente et, s'il est dans la nature de l'industrie de stériliser ce qu'elle appréhende, reconnaissons à celle du nucléaire la capacité d'avoir fait bien plus de dégâts en moins de cinquante ans que trois cents ans d'industrialisation de la planète. Les cadavres et les estropiés à vie se comptent déjà par dizaines de millions, victimes des retombées civiles et militaires de l'atome, en particulier d'expérimentations de masse plus ou moins avouées.

Pour les Etats, le progrès était ailleurs. Ils plaçaient beaucoup d'espoir dans le nucléaire car ils y voyaient l'une des bases essentielles, sans commune mesure dans l'histoire, de l'accumulation de la puissance du capital. Dans l'esprit des hommes d'Etat de l'époque, il constituait la forme d'énergie primaire la mieux adaptée au mode d'industrialisation issu de la Seconde Guerre mondiale et au type de destruction massive des cités qu'ils envisageaient au cours de la Guerre froide. En France, le pouvoir d'Etat, issu du conseil de la Résistance, comprit l'importance de doter le pays du nucléaire, en particulier de l'électronucléaire, pour qu'il puisse prendre place sur l'échiquier mondial, dominé par les Etats-Unis et l'URSS. D'où, dans les conditions de l'époque, la mise en place du monopole d'Etat sur la recherche et la réalisation de sites expérimentaux. Le PCF, grand vainqueur de la Résistance, joua, via les Joliot-Curie et consorts, le rôle de promoteur dans la création de l'institution d'Etat qui allait devenir la chose des nucléaristes français : le CEA. Pour ces compagnons de route du PCF, le communisme aux couleurs de la France, c'était la démocratie plus l'atome. Le nucléaire à la française était né, même si c'est au lendemain de la crise du pétrole que la priorité fut accordée à la réalisation à grande échelle du programme électronucléaire.

De plus, le nucléaire présentait l'immense avantage de renforcer la soumission des simples citoyens à leurs Etats respectifs. Au cours de la Guerre froide, la propagande officielle sur l'horreur de la solution finale par la bombe nucléaire permit d'occulter les horreurs quotidiennes du nucléaire civil et militaire, et de paralyser la masse de la population. En France, terre d'asile du scientisme, la propagande d'Etat sur la sûreté nucléaire a atteint, lors du lancement du programme électronucléaire, les sommets du fanatisme : quiconque osait émettre quelques réserves, par la plume ou par d'autres moyens, était mis à l'index, dénoncé comme obscurantiste, voire stigmatisé comme traître à la nation. Le tandem chauvin PCF-CGT, bien qu'il ait perdu des plumes au CEA dès la guerre de Corée, s'illustra toujours par la suite dans la chasse aux sorcières et par le matraquage des contestataires du nucléaire, qualifiés, dans la pure tradition marxiste-léniniste, d'agents de l'étranger. Le fonctionnement quotidien des sites nucléaires, sans même parler des dérapages alors occultés (2), raffermir le mythe de la sûreté garantie par l'autorité suprême, le pouvoir d'Etat. Pour la première fois dans l'histoire du capitalisme, la notion de sûreté des installations industrielles pouvait être étendue bien au-delà de leurs murs. Nucléaire rime avec contrôle de la population et transformation en profondeur du territoire. Les plans de sécurité nucléaire n'ont jamais eu d'autre sens, en France et ailleurs, comme le souligna avec cynisme Pierre Tanguy, directeur de l'Institut de protection nucléaire du CEA : « L'objectif de la sûreté nucléaire est d'assurer que le niveau de risque est assez bas pour que la population puisse l'accepter » (3). Pour l'Etat, en cas de danger « d'excursions nucléaires » (4), l'essentiel est toujours d'instaurer la loi martiale, de parquer les irradiés irrécupérables, de les laisser crever dans les périmètres de sûreté, et, en priorité, de prévenir et d'écraser les velléités de révolte. Le reste n'est que brouilles, destinées à rassurer les populations parfois inquiètes.

Mais, désormais, l'optimisme de commande n'est plus de mise. Les excursions majeures sont reconnues comme possibles. Les autorités les plus « qualifiées », telle l'Agen-
gence mondiale de l'énergie, admettent que le nucléaire est en crise. De façon plus précise,

* - 24 février 1994, communication au Congrès américain où le ténor de l'atome tente de légitimer les expériences de contamination radioactive menées dès 1956 sur les habitants des îles Marshall.

1 - Editorial du *Monde*, en décembre 1945

2 - En pleine Guerre froide, les grandes puissances étaient d'accord pour couvrir du voile du secret les accidents nucléaires, chez eux comme à l'étranger. De concert avec l'URSS, les Etats-Unis interdirent ainsi la divulgation du plus catastrophique d'entre eux, en octobre 1956, dans l'Oural.

3 - Dossier sur les dangers nucléaires, *Sciences et Avenir*, hors-série, mai 1979.

4 - Excursion est le terme utilisé par les nucléocrates, depuis l'accident de Three Miles Island, en 1978, aux Etats-Unis, pour désigner l'explosion des réacteurs. Il fait référence aux aventures champêtres du nucléaire, les sites sont en général installés à la campagne.

5 – Taïwan vient de signer son premier accord avec la Corée du Nord pour transformer des mines désaffectées proches de la frontière chinoise en poubelles nucléaires.

6 – Lors de l'offensive Tempête du désert, les blindés et les blockhaus irakiens ont été détruits par des cônes de choc constitués d'uranium appauvri, métal très dur, fabriqué aux Etats-Unis et en France, à partir du combustible usé des centrales. A la différence de l'uranium enrichi, il ne génère pas de réactions en chaîne, mais il fond à l'impact avec de très forts dégagements de chaleur. Radioactif, il a contaminé la population de l'Irak et du Koweït, ainsi que les troupes de l'ONU.

7 – Telles ces pastilles d'iode distribuées aujourd'hui en France autour des sites nucléaires, censées neutraliser l'iode radioactif en cas d'explosion. Elles sont quelque peu efficaces à condition d'être ingérées dans l'heure qui précède les retombées. De toute façon, l'iode radioactif n'est que l'un des isotopes, et pas des pires, générés par la fission nucléaire.

8 – Même les plus sophistiqués et les plus récents, comme les derniers réacteurs made in France, Civaux et Chooz, ont eu tendance à partir en excursion dès les premiers essais – des conduites de sécurité du réacteur ont cédé, etc. –, ce qui n'aurait pas manqué

la filière électronucléaire. A leurs yeux, le jeu n'en vaut plus la chandelle, pour des raisons qui tiennent au mode même de fonctionnement du nucléaire et aux dépenses qu'il occasionne pour continuer à tourner. L'hypercentralisation de l'industrie nucléaire, dont la France est le modèle, et le gigantisme des moyens mis en oeuvre compensent à peine la tendance à la baisse du rendement, à tous les sens du terme, inhérente aux centrales thermodynamiques. Dans le cas des centrales électronucléaires, la production d'énergie utilisable est modeste au regard de leur autoconsommation. Quant aux surgénérateurs au plutonium-sodium, qui devaient prendre la relève des réacteurs à uranium comme corne d'abondance de l'énergie, ils ont révélé l'absurdité de l'ensemble de la filière. L'échec est total, en France comme ailleurs. Incontrôlés et incontrôlables à grande échelle, leur rendement ne fut même pas nul, mais toujours négatif ! Et les multiples tentatives de mise en route capotèrent vite, vu leur régime capricieux qui échappe aux calculs des sorciers de l'atome. En France, malgré l'acharnement du CEA, l'Etat s'est rendu à l'évidence. Il parle de démanteler SuperPhénix, bien que personne ne sache comment commencer l'opération sans trop de risques.

Pendant longtemps, le nucléaire continuera à nous empoisonner. D'abord, parce que les ordures nucléaires s'accumulent et qu'aucun atomiste ne sait quoi en faire si ce n'est les enfouir dans le sol pour qu'on les y oublie. Les zones rurales, ou désertiques, déjà sélectionnées n'y suffisent pas et les Etats nucléaristes commencent, de façon discrète, à transférer leurs poubelles hors de leurs frontières. (5) Dans les décennies à venir, le tiers-monde est destiné à devenir le dépotoir du monde. Ensuite, parce que, pour l'Agence mondiale, il n'est pas question de mettre fin au nucléaire du jour au lendemain, mais de préconiser la réduction progressive du rôle du nucléaire civil comme énergie de base, voie dans laquelle sont engagés les Etats-Unis. Enfin, parce que nucléaire civil et militaire sont très liés et que les Etats ne peuvent renoncer à de pareils outils, pour des raisons qui tiennent à la fois au prestige et à la puissance. La mise à la ferraille des missiles de la Guerre froide ne signifie pas la fin des armes nucléaires, à moins de croire à la fable de leur élimination définitive sous l'égide de l'ONU. Au contraire. Des Etats comme la Chine, qui n'ont nul besoin du nucléaire comme source d'énergie industrielle, continuent à acheter des centrales pour disposer des explosifs potentiels qu'elles génèrent, le plutonium en particulier. Et tous les Etats nucléaristes mettent aujourd'hui en place des systèmes d'armes nucléaires plus sophistiqués, plus adaptés aux conditions actuelles de la guerre, y compris de la guerre civile sur leur propre territoire, dont les prototypes ont déjà été expérimentés en grand lors de la guerre du Golfe. (6) En France, la crise, longtemps masquée, est en train d'éclater au grand jour. Face à l'accumulation des fuites bien réelles du nucléaire et à l'apparition de divergences au sein de l'Etat, les gestionnaires autorisent, et organisent parfois, quelques fuites virtuelles dans le domaine de l'information, pour montrer qu'ils sont préoccupés par la santé des citoyens et aussi pour les habituer à la possibilité de désastres. (7) Le nucléaire français devrait être le plus sûr du monde. Désormais, ils demandent aux gens de survivre avec cette épée de Damoclès au-dessus de leurs têtes. De plus, avec l'intégration européenne, l'époque du monopole de l'Etat français sur la construction des centrales, la production et la distribution de l'électricité sur le territoire est révolue. Le CEA freine des deux pieds, tente de repousser l'échéance et de prolonger la durée de vie des centrales, malgré la multiplication des arrêts d'urgence, des signes de fatigue des installations, des comportements erratiques des vieux réacteurs, et des difficultés de démarrage des nouveaux, symptômes qui laissent présager le pire. (8) L'Etat stoppe SuperPhénix, mais tente de remettre en service Phénix, surgénérateur expérimental obsolète et très instable. Le prétexte de la réouverture du tas de ferraille est la neutralisation de la masse d'immondices ultra-radioactifs. Les nucléocrates savent que la transmutation en noyaux inoffensifs d'isotopes très radioactifs échoue en général, même en laboratoire. Mais ils espèrent poursuivre leurs expérimentations dangereuses. Mais quelles que soient les résistances du noyau dur du CEA, épaulé par le PCF et la CGT, l'Etat français est bien obligé de tenir compte des nouvelles données du jeu mondial. L'orientation de l'Agence européenne de l'énergie est limpide : elle n'est pas disposée à payer les lubies ruineuses des derniers dinosaures du CEA. L'ouverture du marché français de l'énergie implique déjà que Framatome perde le monopole de la construction de centrales et qu'EDF abandonne celui de la distribution à usage industriel. Dans le cadre de la division européenne du marché de l'énergie, à la France revient le rôle peu glorieux, bien que lucratif, de recycler via la Cogema les poubelles nucléaires et, peut-être, de collaborer avec l'Allemagne à la mise sur pied du futur réacteur nucléaire européen, l'EPR. (9) Bref, l'unanimité n'existe plus au sein de l'Etat français. Reste la gestion au jour le jour du parc électronucléaire. Mais la crise du nucléaire à la française ne le rend pas moins dangereux. Elle pousse les managers de l'atome à des fuites éperdues lourdes de conséquences pour

notre propre peau.

Il n'en fallait pas plus pour que des écologistes se croient investis de la mission de sauver la France du péril nucléaire. « En nous rassemblant, nous pouvons peser afin de nous faire entendre des décideurs », « pour sortir notre pays du bourbier nucléaire dans lequel il est empiétré depuis près de vingt-cinq ans », (10) affirment ainsi les fondateurs du réseau Sortir du nucléaire. Remarquons la modestie du propos et les omissions sur l'origine du nucléaire français. L'acte de naissance est antidaté, sans doute pour ne pas froisser les camarades pronucléaires des camarades écologistes aujourd'hui au pouvoir.

L'hostilité à l'atome fut toujours faible en France, à cause de la distance prise par De Gaulle envers l'OTAN au cours de la Guerre froide, et du rôle décisif du couple PCF-CGT dans le ralliement de la population au nucléaire. Il n'en reste pas moins vrai que l'opposition à l'installation des centrales nucléaires fut réelle, parfois radicale, même si les réflexions et les actes les plus subversifs restèrent minoritaires.

De cette époque, il ne reste que quelques irréductibles isolés, les moins résolus sont rentrés dans le rang, brisés par la violence de la répression mais surtout désarmés par les promesses non tenues du PS, relayées par les lobbies écologistes alors en formation. Ils n'avaient pas compris que les promesses du Prince n'engagent que ceux qui y croient. Le reste a voté sous la forme de groupes de contre-expertise et de surveillance placés sous la houlette de chercheurs de sensibilité écologiste, encore en activité au CNRS, voire au CEA, ou déjà en retraite, dont le rôle a grandi au fur et à mesure que l'activité critique rétrécissait comme peau de chagrin. L'évolution vers le lobbying des comités « Stop », qui ont survécu à la mise en place de « leurs » centrales respectives, en est le meilleur exemple, quelles que soient la sincérité et l'hostilité au nucléaire de leurs membres. Désormais, c'est sous le signe du « réalisme », et du refus de « l'utopie », que les gestionnaires de la défaite veulent faire entendre leur voix. Mais leur scénario de « sortie non différée du nucléaire » relève de la pure escroquerie. Car, c'est sans doute la première fois dans l'histoire que l'activité humaine a généré des ravages à pareille échelle, et aux conséquences incalculables pour l'ensemble de la vie planétaire. Par suite, la seule chose que nous pouvons affirmer avec quelque raison, c'est que la société nucléarisée a réussi à faire reculer le rêve d'en finir avec le monde de l'exploitation et de la domination à bref délai : bon gré, mal gré, des révolutions dignes de ce nom hériteront de la masse de décombres radioactifs sur de longues périodes, et elles devront bien s'en occuper à leur manière. Les mêmes qui parlent du nucléaire comme du diable en personne peaufinent des plans de réformes introuvables et, de façon plus prosaïque, préconisent ce qui est déjà en cours de réalisation hors de l'Hexagone. Leur sens des réalités consiste à faire de la surenchère sur les recommandations de l'Agence européenne, en matière d'alternatives au nucléaire, lesquelles, vu les avancées technologiques, commencent à devenir rentables. « Sortir du nucléaire, c'est possible », (11) affirment ainsi les Belbéoch dans leur livre, qui résume à merveille l'esprit gestionnaire des milieux écologistes. Leur souci de réalisme va très loin : ils font l'impasse sur le nucléaire militaire. L'oubli n'est pas innocent : leur scénario de sortie instantanée du nucléaire civil, basé sur la remise en service et le perfectionnement des centrales à charbon, l'exige. En réalité, tous, en véritables conseillers du prince, cherchent à prouver que le capitalisme peut très bien fonctionner sans l'atome et font la promotion de leurs recettes particulières qu'ils présentent comme exemptes des tares de l'énergie nucléaire, du moins comme le moindre mal. Mais à supposer que l'installation des générateurs d'énergie qu'ils appellent de leurs vœux soit généralisée dans le proche avenir, il est douteux que la vie des damnés de la Terre en soit améliorée pour autant. Surtout lorsque nous voyons les prouesses technologiques diverses et variées que nous concoctent les laboratoires de recherche en énergie. Nul besoin d'être prophète pour comprendre que la diversification des sources d'énergie traduira l'augmentation de la puissance du capital.

Les écologistes affirment sans rire que, à condition de prendre appui sur la prétendue hostilité des citoyens au nucléaire, il est possible de faire pression sur l'Etat, pour sortir du jour au lendemain du bourbier. Ils l'auraient déjà obligé à fermer SuperPhénix et à abandonner le site du Carnet, vitrine de l'EPR. Soyons sérieux : la marche des Européens contre SuperPhénix et les festivités au Carnet furent la caricature des résistances à l'installation de Creys-Malville et de Plogoff, dans les années 70, des mises en spectacle à usage des médias, rien de plus. Mais les promoteurs ont décidé de faire passer des décisions d'Etat pour leurs propres victoires. La faiblesse a toujours puisé sa force dans la croyance aux miracles de la démocratie.

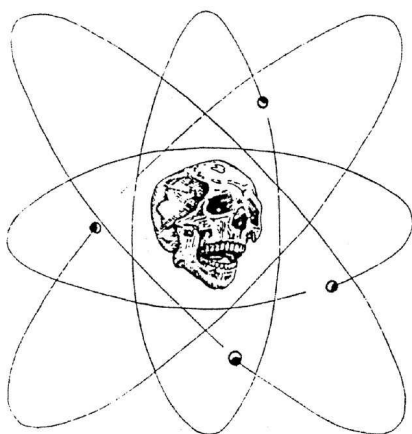
En France, les oppositions au nucléaire sont très timides. Les plus marquantes refusent l'enfouissement des déchets dans les sites sélectionnés. Des habitants du cru ne veulent pas que leurs communes soient transformées en dépotoir sous prétexte d'y installer des pseudo-laboratoires. Le mot d'ordre « Pas de nucléaire, ni ici, ni ailleurs » rassemble ici et là quelques radicaux, mais l'esprit de clocher, tare originelle de l'antinucléaire en France, conti-

9 – La différence entre le prototype et les PWR français en service tient à très peu de chose : la présence sous le réacteur de récupérateurs du combustible fondu en cas de pépin, histoire qu'il ne traverse pas la cuve. La bulle de gaz radioactifs, formée dans le coeur du réacteur lors de la montée en puissance incontrôlable, elle, sera relâchée dans l'atmosphère pour éviter l'explosion quasi instantanée. Il suffisait d'y penser.

10 – Rejoignez le Réseau, Silence, mai 1998.

11 – *Sortir du nucléaire, c'est possible avant la catastrophe*, Bella et Roger Belbéoch. L'Esprit frappeur. 1998.

12 – Rejoignez le Réseau,
Silence, mai 1998.



nue à faire des ravages. L'hostilité au pouvoir central n'empêche pas les gens concernés d'écouter les amis de Voynet, qui veulent recycler les déchets au lieu de les enfouir, ou encore les entasser autour des usines de la Cogema. A force de vouloir racoler large, les recycleurs des associations écologistes en viennent à caresser dans le sens du poil le régionalisme le plus borné. Les centrales de proximité alternatives sont à la mode et elles seraient, aux dires des écologistes, l'avenir des régions autogérées en énergie. Cette version idyllique et modernisée du « *small is beautiful* » permet d'oublier que les microcentrales proposées désormais sur le marché de l'énergie décentralisée comme panacée universelle sont en réalité créées par le « *big* », le capital très concentré et centralisé qui contrôle le secteur des technologies de pointe.

De même, les oppositions au sein d'EDF, qu'ils montent au pinacle, se résument à peu de choses. Dans leur masse, les travailleurs du nucléaire ont toujours brillé par leur absence, voire par leur haine des iconoclastes qui tentaient de renverser leur idole radioactive. Leur attachement à l'entreprise d'Etat, et aux minces privilèges qu'elle leur octroie, est toujours très fort, même lorsqu'elle les paye en radiations. De toute façon, le sale travail est fait par les précaires, la chair à rem, comme les appellent les bonzes syndicaux d'EDF. L'Autre Voie pour EDF n'est que l'amalgame ultra-minoritaire de syndicalistes contestataires, dans le genre de SUD. Ils sont surtout soucieux de défendre l'image, le rôle et le statut du service d'Etat, ternie, à leurs yeux, par le lobby nucléaire et menacé par l'ouverture européenne. En réalité, les leaders des associations écologistes tentent de créer, à l'image de la multinationale de l'écologie, Greenpeace, leur propre lobby national, à gauche de la gauche officielle. Et, pour apparaître sur la scène comme force présentable, ils doivent montrer qu'ils sont capables de canaliser les résistances potentielles. Ainsi, les promoteurs du réseau Sortir du nucléaire annoncent : « Le but du réseau est de mettre en place le rapport de force qui permette de mettre fin au programme nucléaire français en maintenant l'équilibre entre la vie associative de base et l'efficacité du groupe de pression doté de salariés. » Pour réaliser son noble but, « le réseau dispose du savoir-faire médiatique et logistique », « né de la réussite de la lutte contre SuperPhénix ». (12) Voilà qui a au moins le mérite de la clarté. Les indignés en mal d'activisme qui veulent aujourd'hui y participer ne sont même pas pris en traîtres. A eux le pain quotidien du militantisme de base écologiste : confection et distribution de badges, jeûne sur des sites pressentis par le CEA, conférence de presse, entretien de la microbureaucratie du réseau, etc.

Les plus exaltés peuvent pimenter l'affaire par quelques coups spectaculaires à la mode de Greenpeace, destinés à augmenter l'audimat du lobby.

Comme l'a souligné Marx, il arrive que l'histoire soit répétitive, la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce. La comédie des réseaux d'opposition au nucléaire français confirme la maxime. Mais, dans le monde illusoire de la démocratie idéale, la question des conditions, des objectifs, et des difficultés de la lutte n'est jamais posée. Les tentatives de « revitaliser » l'opposition au nucléaire hexagonal telle qu'elle fut dans les années 70 relèvent au mieux de la nostalgie, au pire du spectacle du plus mauvais goût. Les conditions générales étaient beaucoup plus favorables qu'aujourd'hui dans la mesure où l'antinucléaire était partie prenante, malgré des limites évidentes, des tendances radicales qui marqueraient l'époque du sceau de leur utopie. Pourtant, il a échoué à retarder, sans même parler d'entraver, la réalisation du programme électronucléaire. Désormais, il n'existe rien de tel, sinon à l'état embryonnaire. La production nucléaire est devenue, en France plus qu'ailleurs, partie intégrante de la survie quotidienne. Nul citoyen n'y échappe comme consommateur. Et leur simple angoisse, en général refoulée, des catastrophes nucléaires ne fera pas le printemps de la subversion s'ils ne remettent pas en cause eux-mêmes, pour eux-mêmes, leur condition d'ilotes du capital. Le bluff et les gesticulations de quelques spécialistes de l'intervention spectaculaire ne leur seront d'aucun secours. Plus que jamais, il est impossible de combattre le nucléaire sans combattre la société qui lui a donné naissance, sans rompre sans retour avec les réformateurs des lobbies écologistes. Toute tentative de subversion du monde nucléarisé doit reprendre les choses là où elles ont été abandonnées, reprendre les questions laissées en suspens. Ainsi, il est impossible de se contenter de l'ancienne contestation de l'énergie nucléaire mais, à travers elle, de pousser la critique plus loin, vers la remise en cause du monde de l'énergie lui-même, sans se laisser séduire par les nouveaux costumes de scène qu'il revêt. Voilà qui paraîtra sans doute de peu d'intérêt aux amateurs « d'efficacité ». Pourtant, c'est l'une des conditions pour donner tout son sens à notre combat.

André Dréan
nuee93@free.fr
Décembre 1998

Il nous semblait important dans ce second numéro de pas de sushi de revenir sur l'idée que le combat contre le nucléaire ne pouvait être isolé du monde dans lequel il s'est développé et qui ne cesse de proliférer, un monde où Etat et capital de concert, et parfois avec la complicité active de citoyens conquis par leurs sirènes, détruisent les hommes, la nature, transformant tout sur leur passage en simples instruments de leurs dominations.

Les luttes contre les lignes grandes vitesse qui se développent en Europe, comme celles contre le gaz de schistes ou l'aéroport de Notre dames sont quelques unes des expressions de ces dominations. Une ligne grande vitesse devrait voir le jour en Normandie d'ici peu. Le texte qui suit, *Et si on prenait le temps* revient sur ce projet. Un second texte tiré du journal *Le cri du dodo* revient quant à lui, après une courte présentation, sur la lutte qui s'est développée en Val de Suse contre la ligne Tgv Lyon-Turin ■

ET SI ON PRENAIT LE TEMPS ?

CONTRE LA LIGNE TGV PARIS-NORMANDIE ET SON MONDE

Texte inspiré d'un tract distribué par l'Assemblée Libertaire de Caen à l'entrée du premier débat public sur le projet organisé à Caen

Du projet de TGV au monde industriel et capitaliste

D'octobre à janvier se tiennent des débats publics, organisés par la Commission Nationale des Débats Publics (comme pour les OGM, les nanotechnologies, les EPR etc.), sur le projet de Réseau Ferré de France d'une ligne TGV Paris-Normandie. Trois tracés sont possibles, reliant Paris La Défense à Rouen puis Le Havre, ainsi que Paris à Caen, puis Cherbourg par voie classique. Evidemment, au pays du règne de l'argent, de la vitesse et du nucléaire – et comme pour tous les débats publics officiels – c'est bien sûr l'éloge du TGV qui domine...

Les choses sont claires par exemple pour l'agglomération caennaise, qui lâche en titre de son journal : « Débat public : exprimez-vous POUR un Caen-Paris en 1H15 ». Quelques lignes plus loin, on sent bien que les débats publics ne porteront pas sur le TGV en lui-même, mais sur les tracés retenues par les technocrates. Rien d'étonnant : le rôle de la CNDP est justement de nous faire avaler la pilule en donnant un verni démocratique à ce projet pharaonique et en faisant passer pour archaïques ceux qui s'y opposeraient.

Cette opposition à la Ligne à Grande Vitesse est une perspective concrète du mouvement antinucléaire, quelque peu en réveil en ce moment. D'autant qu'elle permettrait de relier des thèmes plus « sociaux » (expropriation de terres, expulsion de logements, réaménagements urbains au profit des plus riches et des marchés etc.).

Pourquoi s'opposer à la ligne TGV ?

Inégalités et TGV : la vitesse, mais pas pour n'importe qui !

Ce type de train reste un produit de luxe. Les billets sont exorbitants, et bien plus chers qu'un déplacement en voi-

ture... En plus du billet, il faut payer une réservation. Les places destinées aux détenteurs de cartes de réductions sont limitées. Donc, même avec une carte, on peut se retrouver à payer plein pot si les quotas sont dépassés. Faudrait pas qu'il y ait trop de pauvres dans ce train de riches ! Ces lignes sont clairement conçues pour une minorité de personnes qui ont besoin de cette vitesse pour leurs affaires (cadres, députés, hommes et femmes d'affaires) – c'est-à-dire ceux qui participent déjà aux dégradations générales de nos existences. Quant aux autres, nous n'en subissons que les nuisances (hausse de loyers sur toutes les étapes du trajet Paris-Le Havre et Paris-Cherbourg, pollutions, dépossessions de nos terres, psychose de l'urgence, et beaucoup d'autres encore).

Combien de gares verront le train passer sans jamais plus s'y arrêter ? La mise en marche du TGV Paris-Strasbourg nous sert d'exemple en la matière. Les TER se font plus rares et de nombreuses gares ne sont presque plus desservies : ça fait perdre du temps de s'arrêter chez tous les boueux.

Ces grandes lignes sont favorisées au détriment des RER et TER, car le budget de ces différentes lignes sont en relations. Les grandes métropoles sont favorisées au mépris des transports de proximité et des espaces moins intégrés à l'économie mondiale. Pourtant, les trains de banlieue et régionaux sont les plus utilisés. L'enclavement de certaines zones, par exemple certaines banlieues en région parisienne, n'est pas prêt de s'arrêter !

Le TGV est par ailleurs un investissement lourd, au niveau des infrastructures notamment (huit à douze milliards d'euros pour ces lignes). C'est Réseau Ferré de France qui paye, donc nous, étant donné qu'il s'agit d'une entreprise à capitaux publics, déjà très endettée. La SNCF, entreprise privatisée, se contente de ramasser l'argent. La dette est partagée et supportée par tous, tandis que les profits restent aux mains des actionnaires de la SNCF.

Le TGV est une vaste escroquerie mais c'est avant tout un des fleurons de l'industrie française. C'est tout ce qui retient l'attention des décideurs et technocrates : quand le nationalisme s'accorde avec le mythe du progrès et avec

des intérêts économiques, c'est généralement les conditions de vie des plus pauvres qui payent le prix fort.

Réaménagements du territoire et gentrification.

Le TGV tout comme les autoroutes, sous couvert de progrès, de rapidité et de son côté pratique, nous conduisent d'un lieu aseptisé à un autre. Le TGV ira du quartier de la Défense (quartiers de hautes tours de béton où se concentrent les financiers, traders et autres escrocs) jusqu'au quartier de la gare de Caen récemment transformé : apparts de standing, cinémas multiplex, grand centre commercial etc. Des immeubles droits, blancs et froids commencent à s'élever dans ce quartier qui deviendra alors une banlieue parisienne. Ainsi, **c'est tout le parc immobilier de la ville qui verra ses prix flamber encore plus fort, pendant que les paysages urbains renforceront leur standardisation.**

A Caen, la nouvelle Mairie « gauche plurielle » a axé son projet sur le logement et le réaménagement urbain (projet Caen 2050, abaissé à Caen 2030). Les grues, le béton, et surtout les expulsions, expropriations, déplacements de populations, augmentations des loyers sont le lot commun de l'agglomération. Le quartier de la presqu'île, détruit pour devenir à terme un quartier mêlant complexes culturels standardisés, nouveau centre des congrès à vocation internationale (pour attirer les industriels des nanotechnologies et du nucléaire notamment), éco-quartier bourgeois, a déjà montré le chemin : les **indigent-e-s sont poussé-e-s vers la périphérie de la ville.** La Mairie « gauche plurielle », comme à Lyon, Lille, Rennes, Nantes ou Montpellier, s'évertue à faire de Caen une métropole digne de ce nom, bourgeoise, aux activités économiques les plus dégueulasses tout en se couvrant d'un vernis écolo – qui doit tout de même rapporter du fric. Le TGV est au cœur, et va accélérer la mise en place, de cette stratégie cohérente qui est clairement une guerre aux pauvres et aux lieux de contre-cultures. Projet en parfaite symbiose avec l'urbanisme qui sépare les activités, les zones, les personnes, fait d'angles droits pour que l'argent circule mieux mais aussi pour surveiller ; en symbiose également avec les projets industriels et technologiques qui détruisent la vie bien plus qu'ils ne l'améliorent.

La construction de la LGV participe de la métropolisation, cette dynamique urbaine qui vise à concentrer les activités dans des pôles stratégiques. Ce fabuleux projet nous mettra à 1h15 de Paris, mais nous resterons à 2h de Granville. Mortain ne sera toujours pas desservi par des transports en communs. Les centres économiques et politiques du territoire, c'est-à-dire les métropoles qui concentrent toutes les activités, sont à l'honneur. Les coins reculés le resteront et seront un peu plus isolés. Quant à leurs habitant-es, ils et elles seront exproprié-es sans ménagements si les besoins impérieux du tracé s'en font sentir.

TGV et nucléaire : une entente historique.

Au départ le prototype du TGV ne devait même pas fonctionner à l'électricité. Personne n'en voulait. **Le lobby nucléaire et la SNCF en s'alliant, rendait le nucléaire indispensable.** Par la même, la SNCF se mettait le pouvoir politique dans la poche qui y avait trouvé un intermédiaire capable de vendre le nucléaire à une population réticente. Alliance industrielle classique pour mieux nuire à nos vies. Le grand boom des constructions de centrales nucléaires pouvait commencer, en même temps que les lignes TGV traçaient leur sillon dans le paysage. Le TGV est un mode de déplacement extrêmement gourmand en énergie (83WH par passager

contre 30WH pour un train classique selon le Collectif des Associations de Défense de l'Environnement du Pays Basque). A l'époque il fallait vraiment être « réactionnaire » pour refuser ces deux formidables avancées technologiques et « fiertés nationales », comme l'affirmait ces deux lobbys et l'Etat – qui fait partie de ces lobbys. L'histoire se répète : à l'heure où le réacteur nouvelle génération EPR est en cours de construction, avec ses lignes THT (Très Haute Tension), on veut nous vendre le TGV avec. Mais pourquoi ? Pour évacuer les riverains plus rapidement en cas d'accident ou pour accélérer le flux des déchets radioactifs qui sont transportés sur la voie ferrée ?

Dans une des régions les plus nucléarisées de France (centrales à Flamanville et Penly, les deux sites choisis pour l'EPR, retraitement et stockage des déchets à La Hague, arsenal militaire à Cherbourg, fosse des Casquets qui servait de poubelles de déchets nucléaires en mer, accélérateur de particules GANIL à Caen etc.), s'opposer avec force à une technologie qui accompagne directement cette énergie destructrice et hétéronome prend tout son sens !

Contre le TGV et son monde.

« Tout est mieux dans le « meilleur des mondes possibles », du moins tant que ce monde moderne reste perçu comme le seul possible, aussi indiscutable que tous ses progrès techniques ; autrement dit, tant que personne ne pose une de ces simples questions qui portent sur l'emploi de la vie : pourquoi diable faudrait-il toujours et à n'importe quel prix gagner du temps sur les trajets, alors que c'est précisément cette transformation du voyage en pur transit qui le fait paraître d'autant plus long, qui l'apparente à une corvée ? Au point qu'aujourd'hui il faut introduire la télévision dans les TGV », annonçait l'Alliance pour l'opposition à toutes les nuisances en 1991 (brochure disponible sur internet). L'aventure du voyage, avec ses rencontres, a laissé place au trafic, dans lequel l'individu est isolé dans la promiscuité. Le transport s'est réduit à du temps mort, non vécu – alors même qu'il prend une place de plus en plus importante (et de plus en plus insupportable) dans nos existences.

Ce sont bien des visions du monde qui s'opposent. Par son tracé, les aménagements et les dommages que le TGV occasionne, la nature se trouve parfaitement domestiquée. Le trajet ne consiste déjà plus qu'à traverser de plus en plus vite des paysages saccagés. N'oublions pas non plus que la multiplication des lignes TGV répond aux nécessités d'un monde toujours plus globalisé, interconnecté, où règne de plus en plus la tyrannie de l'immédiateté. Ces injonctions à aller toujours plus vite nous bouffe de plus en plus la vie ; plus nos rythmes s'accroissent, plus s'éloigne notre vie réelle. Le temps, ce n'est pas de l'argent, c'est ce que nous sommes, c'est notre vie. Sans le temps, pas de liberté ; sans le temps, pas de vécu. **Le TGV fait bien partie de ces nuisances qui travaillent à la dépossession :** dépossession des terres et des logements, des quartiers et des villages, de nos moyens d'existence et des décisions sur tout ce qui nous touche, mais aussi dépossession de notre temps – ce temps qui nous permet de ne pas être qu'une carcasse vide.

L'obsession de la vitesse, qui devrait nous faire réfléchir – donc nous arrêter – pour savoir après quoi faudrait-il courir si vite, n'a jamais permis de regagner ce temps consommé au travail, dans la consommation ou dans toutes les activités contraintes par lesquelles l'administration de nos vies se révèle. Sur ce point, la folie du TGV exprime la fuite de l'individu contemporain... La **psychose de l'urgence** ronge sans cesse notre existence, qui nous semble toujours plus courte.

Peut-être parce que justement elle est sans cesse davantage administrée par d'autres ?

Pourquoi saboter les débats publics ?

La « démocratie participative » est maintenant obligatoire en France, notamment pour tout projet industriel important. Pas de grands projets industriels sans ses lots de « débats publics ». Les derniers en date dans la région normande : ceux sur l'EPR de Flamanville, puis sur l'EPR de Penly, et dans le cadre des débats sur les nanotechnologies. Ces débats publics ont même leur propre institution publique : la Commission Nationale des Débats Publics. Il est possible de trouver tout un tas de documents critiques sur cette institution. Parfois, la consultation tient carrément de la mise en scène, les décisions étant prises en amont. C'était le cas sur les débats publics sur l'EPR, les travaux à Flamanville étant par exemple déjà entamés quand ils ont eu lieu ; quant aux nanotechnologies, ils étaient déjà sur le marché national et international longtemps avant ces débats publics (investissements de millions à milliards d'euros).

La démocratie participative, sous la forme notamment des débats publics organisés par les autorités, ont **une visée stratégique. Il est en effet attendu qu'un projet auquel on fait participer la population, même de manière marginale, va plus facilement être accepté. De la même manière, cela permet d'étaler dans le temps la contestation, et de la diviser, entre ceux souhaitant tenter le coup de la participation et ceux qui s'y refusent.** On sait aussi que la parole a valeur d'acte, et que permettre à la contestation de s'exprimer dans le cadre d'un débat public va peut-être éviter qu'elle prenne d'autres formes plus radicales. De manière plus vicieuse, les débats sont aussi faits pour entendre les critiques et se préparer à y répondre médiatiquement. Les résistances aux projets sont ainsi testées. Ça permet de sentir l'atmosphère, éventuellement de repérer les possibles fauteurs de troubles. Ces dispositifs « participatifs » (à son exploitation et à celle de beaucoup d'autres, aux dégradations de l'environnement, etc.) s'accompagnent toujours de dispositifs de surveillance et de contrôle. La CNDP, c'est un outil de domination plus subtil que la répression – et qui ne fait souvent que la précéder.

En réalité, dans le domaine politique, la présence active des citoyen·nes devenue obligatoire légalement est toujours l'exception et non la règle. Il est dans la nature du pouvoir de chercher sa conservation et son monopole. Il y a une réticence des élu·es, des fonctionnaires et des expert·es à la participation des citoyen·nes. C'est pourquoi les consultations sont faites dans le but d'obtenir l'adhésion des populations, en leur présentant des projets déjà largement ficelés et en conservant le contrôle. Ces consultations ne sont là que pour sauver les apparences – en plus d'avoir des gains de pacification en terme stratégique. Tout est fait comme si le principe de consultation suffisait à valider le projet. Les exemples de retrait de projet suite à une simple consultation publique sont, à notre connaissance, inexistantes. Seules des modifications concises sont effectuées. Et de toute façon, ce sont les élus et les experts qui ont le dernier mot. **La démocratie participative n'est pas la démocratie directe** : tu peux contester, mais ce n'est pas là que se jouent les décisions. Bref, cause toujours, tu m'intéresses !

Au contraire, la participation y est descendante : la consultation est organisée par les détenteurs du pouvoir, qui, en plus d'avoir un statut dominant, choisissent le moment, le

lieu, la forme et la manière. Ils choisissent aussi leurs interlocuteurs : à Caen par exemple, lors d'un débat public sur les nanotechnologies en décembre 2009, une trentaine de personnes reconnues comme opposantes se sont vues interdire l'accès par les forces de l'ordre.

A cette posture favorable en amont, il faut ajouter la capacité à prendre la parole en public et à manier l'art de la rhétorique, qui est très inégalitaire notamment entre les expert·es et la classe politique d'un côté, et les populations de l'autre. Cette dissymétrie entre les protagonistes se retrouvent souvent dans la disposition du lieu des débats : estrade et micros pour les uns et non pour les autres, demande de prise de parole et temps limité d'un côté et quasi-monopole de la parole de l'autre, incitation à la question pour les citoyen·nes tandis que les acteurs·trice·s dominant·e·s sont prié·e·s d'apporter les réponses. Dans presque tous ces pseudo-débats, **le rôle attendu des populations est celui de spectateur soumis venu pour entendre la parole de celui qui sait et qui détient le pouvoir d'administration des existences de chacun. Parce que de toute façon, en aucun cas les gentil·le·s citoyen·ne·s ont un pouvoir décisionnaire.**

Il y a du cynisme derrière ces débats, mais ce n'est pas le problème principal. Il est plutôt dans **l'idéologie citoyenniste** qui se cache derrière ces débats : **l'occultation des enjeux de pouvoir et des rapports de force, la croyance en la réalité de la séparation des pouvoirs et l'acceptation du fait qu'il y ait des individu·e·s qui décident et administrent d'autres personnes réduites à suivre et exécuter** – qu'ils gouvernent pour le meilleur ou pour le pire, là n'est pas la question. Nous sommes loin de la démocratie directe et des aspirations à l'autonomie qui se sont exprimées partout et tout au long de l'histoire. Nous sommes loin du pouvoir du peuple, par et pour le peuple. La contestation aux projets industriels dépend de la constitution d'un véritable rapport de forces, ne se joue pas dans les débats officiels mais dans les luttes. Des contre-institutions existent, des précédents historiques ont su développer des pratiques de démocratie radicale, et les outils sont connus (assemblées générales, recherche du consensus, mandats impératifs, éducation populaire et transmission de savoirs, rotation des tâches etc.). La « démocratie participative », redondance dangereuse qui montre en quel état de désuétude en est l'émancipation individuelle et collective, n'est au mieux que de la poudre aux yeux, au pire un nouvel outil de domination. Mais c'est peut-être ce qui explique le fait que ces formes pseudo-démocratiques ne connaissent guère un franc succès : là-dessus, on peut peut-être encore faire confiance à un certain bon sens populaire.

CONTRE LE TGV, QU'UNE SOLUTION : LE RAPPORT DE FORCES !

Il y a des luttes où il n'existe pas vraiment de précédents. Ce n'est pas le cas ici, et en plus c'est une lutte encore vivante, dynamique et puissante sur laquelle il est possible de s'appuyer. **Le Val Susa, au Nord de l'Italie, résiste à l'implantation d'une ligne TGV entre Lyon et Turin depuis quinze ans.** Nous en parlions dans le n°2 de Brasero (juin 2011), journal anarchiste caennais, quand nous annoncions les débats publics sur la ligne Paris – Normandie. Quelques temps après, les « No-TAV » (opposant·e·s au TGV) faisaient parler d'eux : occupations, destructions de chantiers, affront-

1. Extrait de la charte :

« Nous affirmons que des solutions sont à chercher dans :

- la régénération, l'entretien et l'optimisation des voies existantes, qui est la solution alternative la plus acceptable d'un point de vue environnemental, et à un coût financier bien moindre que la construction de nouvelles lignes, et qui correspond à la mise en oeuvre en France de l'article 1 de la loi Grenelle Environnement du 3 août 2009 (solution préconisée aussi par le « Livre Blanc de Delors »).
- la décroissance des transports, liée à une transformation profonde du modèle économique et social, en faisant notamment de la proximité et relocalisation de l'économie une priorité,
- la restitution en dernier recours de la capacité de décision aux populations directement concernées, fondement d'une authentique démocratie et autonomie locale face à un modèle de développement imposé. »

tements avec les forces de l'ordre, convergences de personnes solidaires depuis toute l'Italie, de France, de Suisse et d'ailleurs. Dans ce journal, vous trouverez un article du *Cri du dodo* sur cette lutte.

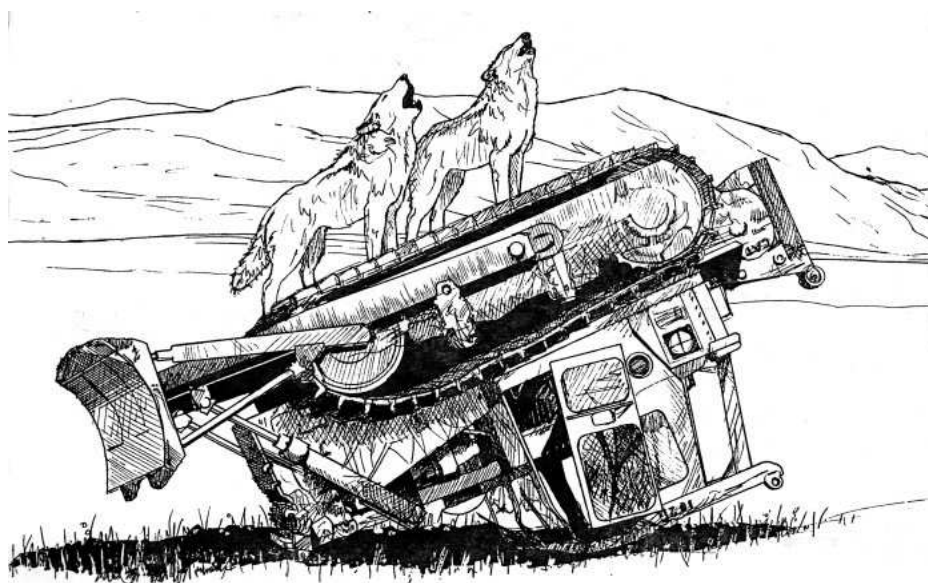
Ces opposant-e-s ne sont pas les seul-e-s, loin de là. En octobre 2011, à Toulouse, des anti-LGV (Ligne à Grande Vitesse) ont entarté la présidente espagnole de Navarre. Des italien-ne-s (dont les « No-TAV »), espagnol-e-s et français-e-s (notamment aux Pays-Basques), ont commencé à se coordonner dès 2010. Ils ont abouti à une charte, qui est loin d'être un éloge de la révolution, mais qui a le mérite de signifier ce début de coordination¹. Au-delà des LGV, d'autres résistances similaires existent. Bien sûr, il y a les luttes antinucléaires, qui semblent se raviver depuis Fukushima. Mais il y a aussi la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame des Landes, où les terrains du futur tarmac sont occupés depuis un bout de temps maintenant. Les occupant-e-s font un journal, *Lèse béton*, sur lequel on peut

suivre l'actualité de cette lutte. Des luttes contre ce qu'il y a de plus sacré, et tabou, dans nos sociétés : des technologies vantées, présentées comme allant de soi.

Tous les progrès qui devaient améliorer la vie la dévorent, l'artificialisent et la soumettent au rythme mécanique. Tout ce qui était annoncé comme un progrès est en réalité fondamentalement vicié. Voilà en quoi ces luttes sont profondes : elles s'attaquent au mythe du Progrès, l'une des pierres angulaires des sociétés capitalistes et industrielles. La présence des opposants-es à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes à la manif antinucléaire de Rennes du 15 octobre, celle des opposant-e-s aux lignes TGV à la manif de Paris contre l'aéroport, et tout un tas de onctions, témoignent de cette unité qui est combattue. Voilà qui pourrait se révéler salvateur pour la suite, car il est clair que ce n'est pas pris isolément les uns des autres que ces nuisances pourront être mises à mal...

**NON AU TGV ET A TOUTES LES NUISANCES !
ARRET IMMEDIAT DU NUCLEAIRE !
A BAS LA PROPRIETE PRIVEE !**

LUTTE ANTI-TGV EN VAL DE SUSE



Nous reproduisons ici un texte du journal *Le cri du dodo*, qui revient sur la lutte des opposants et opposantes du Val Susa (Italie du nord) à la Ligne à Grande Vitesse qui doit relier Lyon à Turin, et surtout sa portée plus générale. Cette lutte populaire a commencé par quelques manifs et des sabotages dès 1996, auxquels on suivit une forte répression. Deux anarchistes inculpé-e-s seront retrouvé-e-s suicidé-e-s dans leur cellule en 1998. La troisième personne inculpée avec eux sera relâchée sans suites judiciaires après plusieurs années de prison en préventive.

Lors des débats publics du début des années 2000, la lutte se massifie

et s'intensifie : manifs, sabotages, blocages de routes et de trains, grèves, affrontements etc. Le mouvement s'auto-organise largement via des assemblées générales, et concerne avant tout la grande majorité des habitant-es du Val Susa. Mais le projet continue, avec son lot d'expropriations et de sondages. Le Val Susa est occupé militairement, par 15 000 policiers pour 50 000 habitant-es. Une marée humaine va alors résister aux charges policières et occuper les terrains destinés à la future voie. Occupations et évacuations par les flics se succèdent. Finalement, craignant l'agitation pendant les Jeux Olympiques de Turin, le pouvoir stoppe momentanément le projet en 2006.

Après cette accalmie, le projet sera relancé en cette année de 2011. La bataille en Val Susa va alors reprendre : grèves, manifs, occupations et violents affrontements avec les forces de l'ordre. Certaines manifestations atteindront 70 000 personnes, et seront systématiquement ponctuées par des attaques des chantiers et des sabotages. C'est une véritable guérilla qui se constitue alors. Des espaces seront occupés (La République libre de Maddalena par exemple), auxquels viendront se joindre des italien-nes de partout et des étrangers et étrangères solidaires. La dernière de ces grandes manifestations, points d'orgue d'une lutte vivante et inscrite dans la durée, a eu lieu le 23 octobre.

**ECOCIDE
=
SUICIDE**



"A sarà dūra !" Retour sur le mouvement NO TAV

Expression qui pourrait vouloir dire "ça sera dur", ou encore "ça va barder". C'est devenu un des cri de ralliement de la contestation contre le désormais presque célèbre chantier de la ligne de Train à Grande Vitesse Lyon-Turin (ou "Trane Alta Velocità"), le mouvement "NO TAV".

Nous vivons une époque "comique", où lorsqu'un mouvement qui dure depuis des années avec le soutien et la participation active de la majorité des habitant-e-s, monte en intensité, et atteint des manifestations à plus 70 000 personnes comme cet été, ponctuées à chaque fois par des affrontements avec la police et des sabotages du chantier de construction tout concourt à faire comme si rien ne s'était passé. D'un côté, les médias dominants et les partis politiques parlementaires, de la droite à l'extrême gauche, condamnent unanimement une protestation qui "n'aurait pas lieu d'être", irait "à l'encontre du progrès", et serait tout bonnement "absurde".

D'un autre côté, une partie des mouvements révolutionnaires s'emploie à ignorer gentiment un mouvement vu comme "réactionnaire" ou qui ne porterait que des revendications partielles.

On ne conjure jamais autant un mouvement que lors-

qu'il est autonome, et se renforce à mesure qu'on le traite entre indifférence, mépris et lassitude.

Pourtant, au delà de certaines postures régionalistes ou identitaires, et de simples griefs réactionnaires contre "Le Progrès" (ce sacro-saint dispositif de répression préventive qu'il est devenu quasi-impossible de remettre en cause sans être assimilé au fascisme ou au romantisme) il y a clairement, dans cette lutte, des aspects qui permettent de dire sans se tromper qu'elle constitue une véritable ligne de front contre le capitalisme et l'Etat.

A contre-Progrès" ?

"Les véritables alternatives sont à vrai dire catastrophiques : elles impliquent non-seulement des changements dans les institutions sociales, les objectifs et les politiques établis mais aussi leur disparition pure et simple. Cette nouvelle direction du progrès menace en vérité l'ensemble de la société. Même si elle tend vers le point de non-retour, qui est, historiquement, celui du changement qualitatif, la société industrielle mobilise toute ses ressources contre cette éventualité".

Herbert Marcuse

in **"Le problème du changement social dans la société technologique"**

Ce qui se joue dans cette lutte idéologique concernant

le T.G.V ou T.A.V, ce n'est pas seulement la construction d'un train, mais la question de la rationalité technologique du capitalisme et son application directe dans la vie quotidienne. La construction de cette ligne de train, qui rencontre une contestation de plus en plus massive et de plus en plus offensive, aura mobilisé jusqu'ici tout ce que la société capitaliste possède d'infrastructures idéologiques, politiques, et donc policières et même militaires pour exorciser cette opposition féroce qu'elle se refuse à ne serait-ce que comprendre. Si ce sont la police et le chasseurs alpins qui protègent aujourd'hui systématiquement le chantier de construction du T.A.V, c'est parce que tout les moyens de propagande, et de répression préventive (incluant les techniques les plus modernes de manipulation publicitaire, de propagande et de marketing) ont été mobilisées... en vain.

La force de cette rationalité de la technique, qui modèle en fin de compte nos façons de penser et même de voir le monde consiste à nous laisser croire que le cours du progrès technique, et que les innovations en matière de technologie sont neutres, ou vont forcément de paire avec le progrès social. Ce mythe est aussi bien entretenu par les économistes et politiciens libéraux les plus chevronnés, un bon nombre de réactionnaires (justement), que par la militance gauchiste et sa vieille rhétorique marxiste. La société moderne donne à voir franchement à quel point l'idée selon laquelle "le progrès est nécessairement le sens de l'histoire" constitue un fantasme positiviste particulièrement éculé.

D'abord parce que la critique de l'utopie technologique du capitalisme a été refoulée. Sa force est aussi d'avoir réussi à réconcilier des valeurs et des forces traditionnellement vues comme antagonistes (comme le Travail et le Capital), mais aussi des tendances oppositionnelles autrefois marquées : comment serait il possible sinon que dans quasiment tout le spectre politique traditionnel, de la droite populiste à l'extrême-gauche parlementaire, on ne trouve rien à dire, sinon des louanges ou des platitudes, concernant ce projet de construction de TGV/TAV et la contestation qu'il rencontre depuis des années.

Les concepts même de "modernité", de "progrès", ou "d'avenir" ont été si vidés de leur substance théorique et de leur charge critique qu'il est devenu possible pour des tendances politiques vues comme irréconciliables de s'accorder sur l'essentiel à partir de la définition de ces catégories devenues parfaitement inopérantes.

Entre gauchisme et tentation réactionnaire : les écueils d'une lutte moderne contre le capital et l'Etat.

Outre une expression parfois mal assumée de remugles passéistes et de nostalgie pour la vallée de Suse, quelques frasques teintées de relents réactionnaires pour ses verts pâturages, ses petits villages et ses résident-e-s au

mode de vie si typiquement champêtre et "proche de la nature", un autre aspect de cette lutte a été le besoin manifesté par la frange la plus avancée du gauchisme d'y faire la police.

En terme de rappel à l'ordre, il faudra compter sur cette perle postée sur **Indymedia Italia** le 15 Août 2011, qui s'en prend aux "punks à chiens existentialistes" à qui on reproche soit d'être là pour se battre contre le T.A.V *comme tout le monde*, soit sans doutes d'être existentialistes - au choix - notamment donc dans le texte du CSO Askatasuna **"Riflessioni sul dodicesimo campeggio No Tav"** - **"Réflexions sur le douzième campement No Tav"**, où leurs auteur-e-s expliquent donc tranquillement que *"nous devons comprendre que la lutte de la vallée n'est pas faite que de l'inclination existentielle des punks à chiens à brandir leur doigt contre la police [...] mais [...] par des gens qui paient des impôts et emmènent les enfants à l'école, étudient ou prient [et] travaillent"*. Que faudrait il donc conclure d'un tel lieu commun, sinon que les gauchistes à la sauce Askatasuna préfèrent les gens qui prient et emmènent leurs enfants à l'école aux punks à chiens ou aux anarchistes (qui en plus de ne pas prier, sont rarement solvables, et *évidemment* ne travaillent jamais et n'emmènent pas leurs enfants à l'école -puisque'ils n'ont pas d'enfants-) ?



Dans la défense rassurante de "l'ordre et de la discipline" dans le mouvement, le parti pris par des organisations telles qu'Askatasuna a clairement été l'hégémonie morale et décisionnelle (même dans une optique

confrontationnelle, à déterminer quelle action était censée ou appropriée et lesquelles ne l'étaient pas), et l'enjeu devient alors le pouvoir. Là aussi, la gauche extraparlamentaire en fin de décomposition se cherche un alibi en jouant aux arbitres : là où les staliniens grecs empêchent la foule révoltée de prendre le parlement lors de la dernière grève générale d'octobre 2011 (peut-être par peur qu'il ne soit incendié), les néo-staliniens "autonomes" italiens ont joué aux "militants sérieux" dans un mouvement qu'ils tentent de contrôler pour y faire la pêche aux nouvelles recrues et se refaire une jeunesse mais qui les débordent tant par sa forme que par son contenu, et qu'ils sont donc incapables de comprendre aussi bien théoriquement que pratiquement pour les raisons expliquées plus haut. Plus simplement, ce qui se joue là n'est pas qu'une querelle d'ordre syndical ou même seulement de classe ou la question de savoir au juste qui sont "les vrais gens qui mènent la lutte anti-TAV", mais bien plus de remise en cause du fonctionnement même du processus d'industrialisation et de ce qu'il implique : c'est à dire d'une véritable offensive qui transforme le capitalisme en machine de guerre et renforce tout les pouvoirs de l'Etat.

La société (comme ensemble prétendument pacifié et homogène) devient ainsi plus visiblement ce qu'elle était déjà essentiellement : un faux semblant de l'Etat, lui toujours prêt à sortir les armes et à montrer les crocs lorsqu'un axe des flux de marchandises est sous le coup d'une menace. Ce peut être une grève générale à l'échelle d'une nation, et ce peut être le mouvement No-Tav sur une frontière. Dans les deux cas, c'est un mouvement qui paralyse un pan de l'économie et jette un pavé dans les rouages.

Mais bien plus qu'un simple mouvement "anti-capitaliste", le mouvement No-Tav rencontre sans doutes un tel engouement spontané et international parce qu'il touche à tout ce que la vie quotidienne dans la société capitaliste a de plus insupportable : destructions de la nature comme habitat humain et comme ensemble vivant, restructurations permanentes et dégradations exponentielles des conditions d'existence, exodes quelconques, et répressions féroces de toutes contestations ou révoltes autonomes.

... psychose sociale de la vitesse et destruction de la nature.

"Les maîtres de la société sont obligés maintenant de parler de lapollution, et pour la combattre (car ils vivent, après tout, sur la même planète que nous ; voilà le seul sens auquel on peut admettre que le développement du capitalisme a réalisé effectivement une certaine fusion des classes) et pour la dissimuler : car la simple vérité des nuisances et des risques présents suffit pour constituer un immense facteur de révolte, une exigence maté-

rialiste des exploités, tout aussi vitale que l'a été la lutte des prolétaires du XIX siècle pour la possibilité de manger."
Guy Debord, in "La planète malade".

Entre les jeunes actionnaires toujours plus assoiffés de chiffres qui défilent à 200 à l'heure mais qui revendent leur voiture "hybride" ("mi-pétrole, mi-nucléaire") et leur mode de vie "bio", les jet-setters et les animateurs télé défoncés à la cocaïne qui font des stages de désintoxication à la campagne pour y rechercher le "terroir" et le "local", une jeunesse dorée fascinée par un modèle de réussite fait de flambe et de consommation ostentatoire mais toujours plus attirée par les artificiels "espaces verts" urbains, dans les images d'environnements domestiqués et autres erzats de "nature", le nouvel "exode urbain" de cette petite bourgeoisie qui vient gentrifier les banlieues et les campagnes en quête "d'humanité et de nature", le capitalisme génère chez ses enfants les plus gâtés un ennui et une sensation de vide qui ne peut être compensée que par une quête absurde d'intensité et de vitesse (dont le pendant "vert" est le bobo bio et ses quêtes mystiques) dans laquelle l'illusion d'être "proche de la nature" constitue le plus rassurant des palliatifs dans des villes où tout en a été parfaitement chassé, dégradé et détruit. Les marchandises doivent aller et venir toujours plus vite au milieu des plantes en plastiques et des micro-forêt enfermées dans des cages en béton, le capital circuler toujours plus vite à mesure que se déverse tout les flots de déchets toxiques dans les airs, sur la terre, dans les océans, les rivières et les mers, etc. Cette fuite en avant de la société reflète en fait le dépérissement de l'économie et son expression culturelle la plus grotesque : le mépris de la nature "teinté de vert" (où le "réformisme écolo" façon capitalisme vert ne représente en fait qu'une autre facette guimauve de la bourgeoisie éprise de ses propres états d'âme pour les conséquences de son mode de vie, et qui croit encore pouvoir se survivre) , la haine des faibles sous couvert de "plaisir" ou de "réussite", le machisme le plus caricatural, le culte de l'apparence, la fascination morbide et le fétichisme de la violence (comme simple défouloir) ou son rejet abstrait et dogmatique, et évidemment les tentations réactionnaires, etc... Ces attitudes et ces visions du monde correspondent parfaitement à la morale dominante faite de darwinisme social et d'individualisme libéral dans laquelle seul-e-s ceux et celles qui "s'adaptent" survivent. Et c'est là que l'évidence crève les yeux : tout le monde ne peut pas manger "bio" ni s'acheter une maison ou une ferme à la campagne avec panneaux solaires. Et ce paradigme s'exprime aujourd'hui sous ses aspects les plus brutaux précisément parce que le capitalisme est pourrissant.

Et il implique nécessairement **la destruction de la nature : l'écocide**. A la bagnole et son idéologie la pollution de l'air et les milliers de morts sur les routes chaque année, aux milliers de produits cosmétiques et aux abats-faim de l'alimentation polluée l'empoisonnement

des corps, une santé toujours plus fragile, et l'exploitation animale nécessairement industrielle et son évidente barbarie, et donc par conséquent l'empoisonnement des terres, de l'air et des mers à cause du lisier de cochon, du méthane des vaches (qui représente plus de gaz à effets de serre en Europe que tout le trafic automobile réuni) mais aussi les nuisances liées au transport, et pas seulement la pollution stricto sensu mais le bruit incessant des machines et du travail aliéné, les paysages dévisagés, etc... Et au TGV ou TAV, son corolaire si évident et pourtant rarement abordé :

L'énergie nucléaire.

*"Procuste en tenue moderne,
le savant en recherches nucléaires préparera le lit
sur lequel l'humanité devra coucher;
et si l'humanité n'y est pas adaptée,
ma foi, ce sera tant pis pour l'humanité."*

Aldous Huxley, in "Le Meilleur Des Mondes"

Car en effet, dans un monde tel que celui là, la multiplication des lignes de train à grande vitesse ne peut que

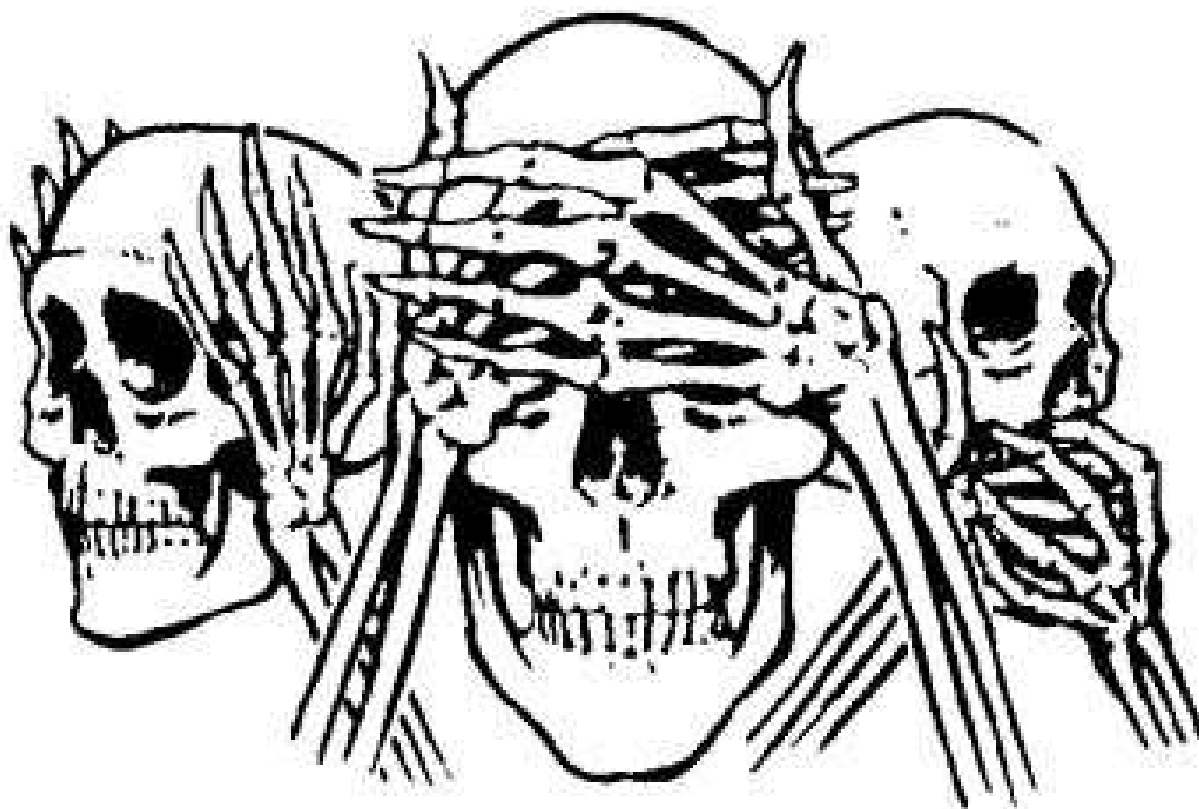
justifier encore et toujours la course à l'énergie nucléaire et la construction de nouvelles centrales, de nouveaux réacteurs (comme l'EPR de Flamanville), dont même les socio-démocrates avouent désormais ouvertement vouloir poursuivre la construction), etc, etc... Et c'est bien l'atome et son exploitation qui scelle aujourd'hui le sale tableau d'une société écocidaire où la vitesse et les TGV (et ce qu'ils transportent : principalement des cadres supérieurs, des bourgeois et des marchandises) tournent à l'uranium : toujours plus de déchets intraitables qui sont autant de dettes sur tout projet de société future. Parce que là où l'air et le sol sont irradiés, on ne construit pas une société libérée de l'Etat, des classes et de toutes les autres dominations.

La lutte contre le TAV, comme la lutte contre le nucléaire ne sont qu'une seule et même lutte contre l'écocide capitaliste et étatique.

Et il faudra bien en finir, d'une manière ou d'une autre. Et plus ça durera, plus *ce sera dur*.

Le cri du Dodo

<http://lecritudodo.blogspot.com/>



Là où ils créent un désert...

VINCI AMÉNAGE

...ils disent qu'ils apportent le progrès



Vinci - et ses filiales - spéculent sur nos déplacements, expulse des quartiers et campagnes, bétonne et assepsit nos espaces et nos vies pour vendre le mythe du progrès. Comme d'autres groupes multinationaux, il concrétise les projets étatiques de quadrillage et de contrôle des sociétés.

Pourtant, des luttes s'organisent :

- contre l'autoroute Moscou - St. Pétersbourg (Khimki, Russie)
- la Ligne Grande Vitesse Tours - Bordeaux
- l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (Nantes)
- ITER, expérimentation de fusion nucléaire (Cadarache)
- les mines d'uranium (Niger)

D'autres chantiers peu visibles restent pour l'instant moins contestés : réseaux de vidéo-surveillance, télé-travail, parkings, pipelines, incinérateurs, etc. Partout, l'arrogant « leader mondial de la construction-concession » impose ses projets et laisse penser qu'il est invincible.

Parce que c'est sur notre résignation qu'il construit son business, opposons-lui nos colères comme autant de grains de sable dans chaque rouage de sa machine.

Faisons mordre la poussière à Vinci par une campagne déterminée et endurante.

ARRÊTONS LE CARNAGE !

SOMMAIRE

Edito—Pas de Sushi, l'Etat geiger —p.2

Sur Fukushima :

- Le corium de Fukushima, description et données p.3
- Fission nucléaire à la centrale de Fukushima p.10
- Mortelle randonnée p.12
- La routine du désastre p.14

Le meilleur des mondes nucléaire :

- Le meilleurs des mondes nucléaire p.15

THT, Transports, camp de Valognes

- Rennes 20000 personnes contre le nucléaire p.16
- Sous les THT pique nique sous haute surveillance p.16
- Rennes : le bidon radioactif était bidon p.17
- Des trains radioactifs sur nos lignes p.18
- Quatre précisions sur l'appel à bloquer le « train train » nucléaire de Valognes p.19
- Notes sur l'appel au camp de Valognes et ses suites p.20

Aux origines de la Hague :

- Aux origines de La Hague p.28

Réflexions :

- Comme dix-mille soleils p.31

Contre le TGV et son monde :

- Et si on prenait le temps p.35
- Lutte anti-TGV en Val de Suse p.38
- A sarà düra ! p.39

Vinci aménage, arrêtons le carnage ! p.43